

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA VALORISATION DU MARK

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 25 mai 1923, à 4 h. 1/2.

PAR

DANIEL LAROCHE

Président : M. Germain Martin, Professeur

Suffragants { *MM. Perreau, Professeur*
Truchy, Professeur



PARIS

JOUE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1923

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA VALORISATION DU MARK

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 25 mai 1923, à 4 h. 1/2

PAR

DANIEL LAROCHE

Président : M. Germain Martin, Professeur

Suffragants { *MM. Perreau, Professeur*
Truchy, Professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LOUW & CO. EDITORES

INTRODUCTION

Parmi les problèmes d'ordre économique et financier qui furent soulevés, au lendemain de l'armistice, par le retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine, le problème monétaire devait retenir tout particulièrement l'attention du Gouvernement, tant par l'importance considérable des intérêts engagés dans la question que par l'étendue et la gravité des répercussions possibles dans un domaine où toute intervention de l'Etat risque de se heurter au libre jeu des lois économiques.

La coexistence, dans nos provinces retrouvées, des monnaies françaises et allemandes et aussi la dépréciation déjà assez accentuée et sans cesse grandissante du mark firent naître, dans les transactions entre les Alsaciens, les Lorrains et le reste du territoire, de nombreuses difficultés. Le mark avait, en effet, durant les hostilités, subi une dépréciation constante et son pouvoir d'achat avait diminué dans des proportions dépassant beaucoup la baisse du

franc. Le 4 septembre 1918, par exemple, alors que le franc perdait à Genève 23,75 %, le mark perdait 45,51 %; le 2 octobre, la perte du franc descendait à 16,75 %, celle du mark, au contraire, se maintenait aux environs du taux précédent, soit 44,23 %. Les difficultés créées par cet état de choses devinrent rapidement telles, qu'elles amenèrent le Gouvernement à envisager la substitution immédiate du franc au mark. Mais on s'aperçut aussitôt que cette mesure entraînerait, pour les porteurs de marks, une perte au change excessive, et, ainsi qu'on l'a déclaré, pour éviter que les Alsaciens-Lorrains ne pussent avoir « le sentiment qu'ils subissaient le poids de la défaite allemande et qu'ils payaient d'une perte la réintégration dans l'unité française » (1), sans doute aussi dans un sentiment naturel d'enthousiasme provoqué par la victoire et avec l'idée arrêtée que l'Allemagne supporterait finalement les frais de l'opération, on décida que les marks en la possession de nos compatriotes retrouvés seraient échangés, non pas au cours du jour (0 fr. 80 environ) mais au pair; c'était là le premier stade de la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine, le pre-

(1) Exposé des motifs du projet de loi « portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains », Chambre des Députés (11^e législature, n^o 5517).

mier aspect de la « valorisation de l'unité monétaire allemande ».

Déjà, au cours de la guerre, le problème de l'échange des monnaies avait donné lieu à de nombreuses discussions; il avait été l'objet d'études suivies par une commission, dite des changes. Mais, les événements s'étant précipités au début de novembre 1918, et dans le but d'éviter les spéculations qui n'auraient point manqué de se produire, on convint que les mesures jugées indispensables seraient prises en vertu des pouvoirs reconnus au Ministre de la Guerre dans les pays nouvellement réintégrés à la France et occupés par nos troupes victorieuses.

Nous ne nous proposons pas, dans cette étude, d'épuiser, dans tous ses détails, la question très complexe de la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine, ni de fixer toutes les controverses qu'elles a suscitées, dont certaines n'ont pas encore reçu de solution précise ou définitive; nous voulons seulement dégager les principes qui ont été suivis, découvrir le champ d'application des réformes qui ont été entreprises, montrer quelles en ont été les conséquences, analyser les différentes phases de l'opération résultant, sous la pression des circonstances, de l'apparition de textes nouveaux.

Après avoir examiné l'arrêté fondamental en la matière qui porte la date du 26 novembre 1918 (Cha-

pitre I) et en avoir apprécié la valeur légale, nous nous appliquerons à déduire les traits généraux de la réforme monétaire au point de vue spécial des banques (Chapitre II), nous rechercherons les répercussions du traité de paix sur le régime ainsi établi par l'arrêté du 26 novembre 1918 (Chapitre III). Nous analyserons ensuite les diverses dispositions de la loi récente (22 juin 1922) dont l'objet a été de compléter définitivement les premiers textes intervenus (Chapitre IV). Nous procéderons enfin à une étude d'ensemble sur la portée et les conséquences de la réforme en nous plaçant surtout à un point de vue économique.

CHAPITRE PREMIER

La genèse de la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine.

L'arrêté du 26 Novembre 1918.

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, c'est un arrêté ministériel du 26 novembre 1918 (1) qui constitue le premier texte relatif à la valorisation du mark. Cet arrêté, signé par M. Clémenceau, non en qualité de Président du Conseil mais en tant que Ministre de la Guerre, a été pris en vertu des pouvoirs spéciaux qui avaient précisément été attribués au Ministre de la Guerre à la fin de 1914 pour l'administration des départements désannexés. Cet arrêté, nous le verrons plus loin, a été l'objet de nombreuses attaques et on a même cru devoir en contester la légalité; nous exposerons, quand nous aurons donné le commentaire de ses dispositions, les arguments mis en avant au cours des discussions auxquelles il a donné lieu, et nous essaierons de déterminer ce qu'il convient d'en penser.

(1) Arrêté publié par le *Journal Officiel* du 7 décembre 1918, page 10554.

En réalité, le texte de l'arrêté fut préparé dès le 11 novembre 1918 à l'hôtel Crillon, par les membres de la Commission des Changes. Celle-ci, présidée par M. Joseph Thierry, invita, le 12 novembre, les représentants autorisés du commerce alsacien-lorrain se trouvant alors à Paris à venir discuter avec elle les conditions de la réforme monétaire projetée. La Commission et ses représentants furent unanimes à estimer que la réforme était nécessaire par suite du rattachement de l'Alsace et de la Lorraine à la France et qu'elle devait être réalisée avec assez d'urgence pour éviter la spéculation allemande qui chercherait certainement à importer des quantités considérables de billets de la Reichsbank et des Caisses de prêts sur le territoire alsacien-lorrain, précisément en vue de cette réforme. Mais, tout en manifestant le désir de ménager les intérêts des Alsaciens et des Lorrains, la Commission se divisa sur la question du taux de conversion à proposer au Gouvernement.

En 1874, la substitution du mark au franc avait été opérée sans aucune difficulté, sans dommages appréciables pour les intéressés, parce que l'étalon monétaire allemand et l'étalon monétaire français étaient à leur parité respective de valeur. La situation se présentait d'une manière toute différente en novembre 1918, car, au lendemain de l'armistice, le franc valait encore 0 fr. 882 à Genève, tandis que

le mark (dont le pair est de 1 fr. 235) n'y était plus coté qu'à 0 fr. 656 en monnaie suisse.

Aucun des commissaires ne proposa d'imposer l'échange des marks au cours du jour, c'est-à-dire à 0 fr. 743 par mark. Quelques uns firent valoir que si l'on adoptait le taux de 1 franc pour 1 mark, on obtiendrait un système de conversion très simple, qui serait vraisemblablement bien accueilli par la population d'Alsace et de Lorraine; mais les représentants des deux provinces objectèrent, au contraire, que cette mesure se traduirait en réalité par une dépréciation immédiate de 20 % du capital alsacien-lorrain alors que, lors de l'échange des francs contre des marks en 1874, ils n'avaient rien perdu, et que, du 1^{er} janvier 1874 au 1^{er} août 1914, le mark était à peu près resté à la parité du franc; ils ajoutèrent que les transactions commerciales s'effectuaient généralement sur la base de 1 mark = 1 fr. 25, et si, d'autre part, au cours des hostilités, le mark s'était fortement déprécié dans nos rapports avec l'étranger, il n'avait perdu aucune valeur à l'intérieur, car il y jouissait du cours forcé; enfin, si la dépréciation du mark provoquée par la politique allemande nécessitait une réforme monétaire, les charges de cette opération devaient être supportées, non par les Alsaciens-Lorrains, mais bien par l'Allemagne.

Ces arguments firent impression sur les mem-

bres de la Commission, et celle-ci, à une forte majorité, vota le principe de la réforme monétaire immédiate sur la base de conversion de 1 fr. 25 par mark. Le Gouvernement s'appuya sur ce vote pour promulguer l'arrêté du 26 novembre 1918.

Signalons, en outre, qu'il n'est pas sans intérêt de remarquer que l'arrêté à été l'œuvre de la Commission des changes, celle-ci étant composée, non de juristes, mais de techniciens; cette circonstance explique que les dépôts à court terme aient reçu la fausse désignation de dépôts à préavis (art. 9); elle explique également l'article 4 de l'arrêté qui accorde la franchise postale aux déclarations effectuées par les détenteurs de marks en vertu du même article, ainsi que l'article 5 qui fixe les peines encourues pour déclarations inexactes alors que, bien entendu, dans ces deux derniers cas, seul un texte de loi pouvait intervenir utilement.

Quoi qu'il en soit, analysons maintenant les diverses prescriptions de l'arrêté du 26 novembre 1918. Cet arrêté comprend 12 articles, et peut être divisé en trois catégories de dispositions.

La première concerne les échanges matériels de monnaies : l'article 3 décide que la monnaie allemande en circulation sur le territoire alsacien-lorrain, à la date du 15 décembre 1918, doit être échangée aux ayants-droit contre la monnaie française au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark.

La seconde catégorie vise le remboursement ou la conversion des dépôts à vue ou à préavis : l'article 9 décide le remboursement, au même taux de 1 fr. 25 pour 1 mark, des dépôts à court terme — considérés comme le prolongement de la monnaie en circulation, — existant dans les Sociétés de crédit fonctionnant en Alsace-Lorraine.

La troisième catégorie a trait à la conversion des valeurs exprimées dans les contrats particuliers passés entre Alsaciens-Lorrains et Français (article 11).

Tous ces articles de principe sont d'ailleurs complétés par des articles d'application. C'est ainsi que les articles 4, 5 et 6 se rattachent à l'article 3, l'article 9 à l'article 8, l'article 12 à l'article 11. A ce dernier article, il convient de rattacher également un arrêté portant la date du 4 avril 1919 qui n'a eu pour objet que de remédier aux insuffisances de cet article 11, celui-ci ne concernant, en effet, ni les ressortissants allemands, ni les ressortissants de pays neutres.

I° L'ÉCHANGE MATÉRIEL DES MONNAIES

L'article 1er de l'arrêté dispose qu'à partir du 15 décembre 1918, la monnaie divisionnaire allemande, les billets de banque libellés en marks et tous autres instruments monétaires allemands cesseront d'avoir cours légal en Alsace et en Lorraine.

C'est avant tout une réforme d'ordre purement monétaire qu'on a voulu effectuer : la substitution complète et immédiate du franc au mark dans la circulation. Le problème qui se posait en novembre 1918 était donc tout à fait nouveau, et il était nécessaire de lui donner une solution rapide. En vertu de l'article 3, la monnaie et les billets allemands en circulation à la date de la promulgation de l'arrêté, c'est-à-dire à la date du 26 novembre, seront échangés aux Alsaciens, aux Lorrains et à ceux des ressortissants alliés ou neutres qui résidaient en Alsace et en Lorraine avant le 1er août 1914 contre des billets et monnaies ayant cours en France, et cet échange se fera au taux de 1 fr. 25 pour un mark.

Deux idées essentielles sont ici à retenir : l'opération d'échange prévue par l'arrêté est une opération d'ordre matériel limitée à la fois dans l'espace et dans le temps : dans l'espace, au vase clos de l'Alsace et de la Lorraine, sont seuls admis à l'échange, en effet, les marks se trouvant dans le pays ; dans le temps, puisqu'il ne s'agit que des marks en circulation dans le pays au 26 novembre 1918, date de la promulgation de l'arrêté.

Le déclarant devra donc, pour obtenir la valorisation des monnaies allemandes dont il est détenteur, fournir la preuve que celles-ci existaient bien sur le territoire alsacien ou lorrain en novembre 1918.

Tout naturellement, cette exigence de l'arrêté a donné lieu à des récriminations nombreuses, d'autant plus que les frontières se trouvaient alors soigneusement surveillées et fermées.

Ont été exclus de l'échange au taux de 1 fr. 25 pour un mark, d'une part les engagés volontaires de l'armée française, d'autre part, les prisonniers retenus en Allemagne.

Les seules personnes privilégiées sont donc les Alsaciens et les Lorrains et ceux des ressortissants alliés ou neutres qui résidaient en Alsace et en Lorraine avant le 1er août 1914. Une décision du Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil du 7 décembre 1918, M. Jeanneney, qui avait reçu la délégation de M. Clémenceau, a eu pour objet de donner une définition précise des Alsaciens-Lorrains et de régler les questions de nationalité. Cette décision a déclaré Alsacien ou Lorrain :

a) toute personne qui, née avant le 20 mai 1871, avait perdu la nationalité française du fait du Traité de Francfort;

b) toute personne née postérieurement au 20 mai 1871, dont les ascendants directs vivant à cette date étaient alsaciens ou lorrains au sens du paragraphe précédent. Par faveur spéciale, on a accordé la même qualité d'Alsacien ou de Lorrain aux personnes nées et domiciliées en Alsace ou en Lorraine

dont le père ou la mère était alsacien ou lorrain au sens du paragraphe premier :

Ainsi donc, la qualité d'Alsacien ou de Lorrain est acquise de plein droit à tout individu ayant personnellement perdu la nationalité française par le Traité de Francfort, et à tous ceux dont les parents en ligne directe se trouvent dans la même situation. Pour ces deux catégories de personnes, aucune condition de domicile n'est exigée, c'est le jus sanguinis qui est pris en considération. Quant aux personnes dont le père ou la mère avait perdu la nationalité française en 1871 et qui leur sont assimilées par faveur spéciale, elles doivent avoir leur domicile en Alsace ou en Lorraine, le jus loci fait ici son apparition.

Les personnes d'origine alsacienne ou lorraine, qui ne satisferaient pas aux conditions précises auxquelles était subordonnée l'admission par faveur spéciale, se sont vues exclues du privilège de change; c'est ainsi qu'on refusa l'admission d'un individu né d'un mariage mixte quand le père ou la mère d'origine alsacienne ou lorraine était né après le 20 mai 1871. Les Allemands et leurs descendants, comme les Français eux-mêmes, domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le début de la guerre, n'ont pu bénéficier du taux de change de faveur.

Telles sont, dans l'ensemble, les règles admises par l'arrêté du 26 novembre 1918, concernant les

échanges matériels des monnaies allemandes contre des monnaies françaises. La Banque d'Alsace et de Lorraine, la Banque de Metz, la Banque de Mulhouse, la Banque de Saverne, le Comptoir d'Escompte de Mulhouse, le Crédit Coopératif de Lorraine (à Metz), le Crédit Foncier d'Alsace-Lorraine (à Strasbourg et Munster), la Société Générale alsacienne de Banque (à Strasbourg), ainsi que quatorze banques locales éparpillées sur les divers centres de la région, se virent notifier, le 30 décembre 1918, en vue de la réalisation pratique de ces échanges, un arrêté signé du Commissaire général Maringer, conformément à l'arrêté ministériel du 26 novembre. Dans le même but, les détenteurs de monnaies et de billets allemands ont dû déclarer avant le 6 décembre 1918, à la mairie de la commune la plus proche de leur domicile, la somme en marks qu'ils possédaient. L'article 4 de l'arrêté qui précise la forme dans laquelle devaient être faites les déclarations exige notamment l'indication des nom, prénoms et domicile du déclarant, l'affirmation de la qualité d'alsacien ou de lorrain ou de ressortissant d'un pays neutre ou allié, domicilié en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, et l'attestation que les marks à échanger n'ont pas été introduits dans le pays postérieurement au 11 novembre 1918.

Le montant des monnaies qui ont été ainsi dé-

clarées pour l'échange s'est élevé à 900 millions de marks, soit plus d'un milliard de francs entre le 6 et le 15 décembre 1918.

Ces fonds leur furent apportés principalement des succursales de la Banque de France de la région de l'Est qui, en raison de l'avance de nos troupes, étaient largement pourvues de numéraire: le transport eut lieu, soit par chemins de fer, soit par camions automobiles, sous la surveillance d'escortes militaires. C'est grâce à une activité remarquable qu'on réussit, malgré de grosses difficultés, à assurer en temps voulu, le remboursement des monnaies allemandes détenues par les Alsaciens et les Lorrains, et, en raison de la célérité des opérations, de la surveillance étroite exercée aux frontières allemande et suisse, on peut ajouter que la conversion fut effectuée avec le minimum de fraudes possible. Le terme primitivement fixé au 23 décembre dut néanmoins être prolongé jusqu'au 28 du même mois.

Signalons, en passant, que l'opération fit sortir des campagnes de fortes sommes en pièces d'or et d'argent soigneusement cachées jusqu'alors par les habitants qui se servaient dans leurs transactions de bons de caisse de 1 et 2 marks et qui n'avaient généralement pas répondu aux appels successifs du Gouvernement allemand. Il y eut encore quelques déclarations supplémentaires à la Commission des

Changes à Strasbourg, concernant les sommes que les ayants droit à la conversion touchèrent entre le 6 décembre — lendemain du jour fixé pour les déclarations primitives — et le 15 décembre — jour où la monnaie allemande cessa d'avoir cours légal dans les districts de Basse Alsace, Haute Alsace et Lorraine.

Certaines déclarations, retenues pour des questions de nationalité, ou à cause de l'importance des chiffres, furent envoyées à Strasbourg pour examen; au 1er mars 1919, il restait environ 15.000 déclarations de cette catégorie en suspens, (le nombre des déclarations effectuées pendant la première période d'échange a été environ de 280.000).

2° LA VALORISATION DES DÉPÔTS EN BANQUE A VUE ET A PRÉAVIS.

L'idée primitive des auteurs de l'arrêté du 26 novembre 1918 semble avoir été d'échanger contre des francs les espèces allemandes détenues par les Alsaciens et les Lorrains, tels qu'ils ont été définis par la décision du 7 décembre 1918. Mais on ne put logiquement s'arrêter à cette conception: les dépôts en banque à vue et avec préavis sont en effet devenus inséparables de la circulation monétaire proprement dite, dont ils forment en quelque sorte le prolongement naturel, et il eût été injuste et arbi-

traire de décider la valorisation des marks détenus par les particuliers sans ordonner la conversion, au même taux de faveur, des marks déposés dans les banques et les établissements de crédit d'Alsace et de Lorraine. D'ailleurs, si l'on s'en était tenu aux échanges matériels des espèces allemandes en circulation, les déposants se seraient immédiatement livrés à un véritable run aux guichets des banques qui auraient été mises, pour la plupart, dans l'impossibilité de parer à tous les remboursements, et il en serait résulté, pour beaucoup, une faillite inévitable, sans aucun intérêt pour le Trésor. On résolut, en conséquence, de procéder à la valorisation des dépôts en banque effectués par les personnes admises déjà à l'échange de la monnaie en circulation, en y comprenant les Français de l'intérieur dont les intérêts se trouvaient ici considérables. L'article 8 ordonne, à cet effet, aux banquiers et établissements de crédit, fonctionnant en Alsace et en Lorraine, d'arrêter leur bilan à la date du 30 novembre 1918 à minuit, et d'effectuer en monnaie française, au taux de 1 fr. 25 par mark, le remboursement des dépôts à vue et à préavis qui serait demandé par les titulaires Alsaciens-Lorrains, Français et par ceux des ressortissants des pays alliés ou neutres qui étaient domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le 1er août 1914; ce remboursement aura lieu à partir du 15 décembre 1918.

Pour éviter que des marks ne soient introduits frauduleusement dans le pays après le 11 novembre, l'article 10 soumet à vérification et, le cas échéant, à justification, tous les mouvements de comptes effectués entre le 11 et le 30 novembre, qu'ils aient lieu par encaissement, versement, virement, compensation.

Dans le cas spécial d'un virement opéré entre le 11 et le 30 novembre, si la somme qui fait l'objet de ce virement ne vient pas d'Allemagne, on accepte le crédit porté pour sa réalisation; dans le cas contraire, on le refusera au remboursement de faveur. C'est d'ailleurs la date d'arrivée de l'ordre de virement qui est prise en considération; un ordre donné, par exemple, de Munich le 8 novembre, parvenu seulement le 12 à Strasbourg, doit être rejeté.

Il est remarquable de signaler qu'aux termes de l'article 9 de l'arrêté, le remboursement au taux de 1 fr. 25 pour un mark s'applique aux dépôts à vue et à préavis. Il est facile de définir le dépôt à vue : c'est bien entendu le dépôt exigible à première réquisition, c'est-à-dire immédiatement, sur la demande des déposants. Il semblerait juste de nommer dépôt à préavis celui dont le remboursement ne puisse être exigé que moyennant un préavis, mais ce n'est pas le sens dans lequel l'expression a été prise ici; en matière de banque, le dépôt à préa-

vis est le dépôt à court terme, c'est-à-dire à 1, 3 ou 6 mois, mais jamais à plus de six mois, et c'est ce dépôt à court terme que l'article 9 de l'arrêté a voulu viser sous l'expression de dépôt à préavis.

Ainsi donc, tous les dépôts venant à échéance avant le 31 mai 1919 ont été admis à la conversion au taux de faveur. On peut justement se demander s'il n'y a pas eu là une extension exagérée des principes qui ont guidé les auteurs de l'arrêté monétaire; ces derniers considérant les dépôts en banque comme un véritable prolongement de la circulation monétaire avaient été amenés par cela même à admettre leur valorisation, mais peut-on réellement qualifier un dépôt à 6 mois de « prolongement de la circulation » ?

Quoi qu'il en soit, il est facile de comprendre dès maintenant que la conversion des dépôts devait avoir par la suite sur la vie économique des répercussions beaucoup plus étendues que l'échange matériel des monnaies. L'opération, telle qu'elle était prescrite par l'article 9, constituait pour les banques une charge égale à la différence entre la valeur du cours commercial de l'actif mark correspondant au montant des dépôts, et le montant même de ces dépôts convertis en francs au taux de 1 fr. 25 pour un mark. On s'explique aisément la grande émotion que provoqua cet article 9 dans le monde financier alsacien-lorrain. Avant l'armistice, les banques als-

ciennes et lorraines étaient soumises à l'action directe du Gouvernement allemand, et comme nous le verrons plus loin, pendant toute la période de guerre, l'industrie et le commerce d'Alsace et de Lorraine durent, par la force des choses, continuer leurs échanges avec l'Allemagne; les particuliers eux-mêmes se virent dans la nécessité, par suite des circonstances, (emploi obligatoire des fonds de mineurs et des caisses d'épargne, des sociétés d'assurances, menaces de confiscation et d'expulsion, etc.), de faire des placements en Allemagne. Aussi, et nous y reviendrons, ne fut-il pas possible d'imposer aux banques sans contre-partie, la charge que l'article 9 de l'arrêté constituait pour elles; si, d'ailleurs, elles avaient immédiatement remboursé la totalité des dépôts, la déconfiture aurait été inévitable et rapide pour la plupart d'entre elles. Elles suspendirent le remboursement des dépôts et menacèrent de créer ainsi une crise économique et financière en Alsace-Lorraine. On admit donc que la réforme monétaire serait complétée, en ce qui concerne les banques, par la valorisation d'une partie de leur actif mark correspondant aux engagements à court terme envers leurs clients dont les dépôts étaient obligatoirement convertis au taux de 1 fr. 25 par mark. Nous examinerons dans le chapitre II les conséquences d'une pareille solution, et la façon dont la question fut réglée finalement.

3° LA TRANSFORMATION DES CONTRATS

L'article 9 de l'arrêté décidait la valorisation des dépôts en banque à vue et à préavis. La conséquence absolument nécessaire de cette opération devait être la valorisation de toutes les obligations résultant du contrat de compte-courant, et, en général de tous les contrats. C'est ainsi que l'article 11 stipule que les valeurs exprimées dans tous les contrats passés en marks (y compris les titres émis par les sociétés) soit entre Alsaciens, soit entre Lorrains, soit entre Alsaciens et Lorrains, d'une part, et Français de l'autre, seront converties en francs au taux de 1 fr. 25 pour un mark à partir du 1er décembre 1918. Un arrêté du Commissaire Général de la République en date du 4 avril 1919 ajoutait à cette énumération les ressortissants des pays alliés et neutres, domiciliés en Alsace et en Lorraine avant le 1er août 1914. Ceux-ci, en vertu des dispositions de cet arrêté qui entra en vigueur le 14 avril 1919 étaient tenus de payer en francs au cours du jour leurs dettes libellées en marks résultant d'obligations nées dans le pays envers les Alsaciens, les Lorrains, les Français si elles étaient échues avant le 14 avril 1919, mais en francs au cours de 1 fr. 25 par mark si elles étaient échues après cette date.

Tous les engagements envers les tiers, contractés en marks avant le 1er décembre 1918 par les per-

sonnes précédemment énumérées, se trouvaient donc obligatoirement convertis en francs au taux de 1 fr. 25 par mark. Les obligations des personnes non appelées à bénéficier de ces mesures de faveur se limitaient au contraire à des marks payables en francs au cours du jour : cette faculté, qui ne leur était cependant pas expressément reconnue par l'arrêté du 26 novembre 1918, était admise, d'une façon générale, par le Gouvernement et par les tribunaux, et résultait assez justement de la non-valorisation de leurs créances.

C'est donc un arrêté en date du 4 avril 1919 qui décida que les dettes en marks des ressortissants des pays ennemis résidant en Alsace et en Lorraine vis-à-vis des Alsaciens, des Lorrains et des Français domiciliés dans le pays avant le 1^{er} août 1914 seraient converties au taux de 1 fr. 25, dans le cas où ces obligations étaient nées et payables dans le pays et échues après le 14 avril 1919; quant aux obligations échues avant cette dernière date, le paiement des dettes libellées en marks devait continuer de s'effectuer en francs au cours du jour.

Cette disposition n'eut pas d'effet rétroactif, de telle sorte que les Allemands pouvaient valablement se libérer jusqu'à la date de mise en vigueur de l'arrêté, les ressortissants neutres et alliés également; comme ceux-ci avaient bénéficié des avantages des échanges matériels, ils se trouvaient donc par là

plus favorisés que les Alsaciens, dont les dettes étaient payables à 1 fr. 25 pour un mark.

La plupart des débiteurs visés par l'article 11 de l'arrêté devaient ainsi se trouver en équilibre. Cependant, toute une catégorie d'individus, les débiteurs pour solde, c'est-à-dire les personnes dont le montant des dettes excédait le montant des créances, étaient mis dans une situation très difficile. Les auteurs de l'arrêté se sont rendus compte que dans cette catégorie rentraient certainement des petits commerçants, très dignes d'intérêt, ayant exposé des frais pour la bonne marche ou pour le développement de leur entreprise; aussi ont-ils décidé, dans l'article 12, que les cas spéciaux que créerait l'application de l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918 pouvaient, dans le délai d'un mois à dater de cet arrêté, c'est-à-dire jusqu'au 26 décembre 1918, être soumis, avec preuves justificatives à l'appui, au délégué du Ministre des Finances à Strasbourg. Ce texte, malgré son ambiguïté, visait certainement le cas des débiteurs pour solde. En fait, d'ailleurs, les demandes présentées en vertu de cet article 12 ont été très peu nombreuses parce que la faculté ainsi accordée par cet article n'a guère été comprise et que ceux qui auraient pu se prévaloir utilement de cette disposition ignoraient généralement, faute d'une comptabilité bien tenue, et après les bouleversements économiques causés par la guerre, leur état

de fortune, ce qui les empêchait de déterminer avec certitude le montant de leurs créances et de leurs dettes et surtout d'appuyer leurs réclamations sur des justifications précises.

Telles sont, dans l'ensemble, les principales dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1918. Il est facile de saisir les conséquences des mesures prises par cet arrêté, et on comprend aisément que tant en ce qui concerne les échanges purs et simples des monnaies allemandes en circulation, que la conversion, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, des dépôts à vue ou à préavis et la conversion des valeurs exprimées dans les contrats, il ait donné lieu à de nombreuses critiques. Nous allons examiner maintenant la légalité de cet arrêté qui a été l'objet des plus vives contestations aussitôt après sa promulgation.

4° LA VALEUR LÉGALE DE L'ARRÊTÉ DU 26 NOVEMBRE 1918.

L'arrêté du 26 novembre 1918 qui peut être considéré comme le texte constitutif de la réforme monétaire a été l'objet, aussi bien dans le monde des affaires que devant le Parlement et les tribunaux, des critiques les plus sérieuses, et on en a même, à plusieurs reprises, contesté la légalité. Au Sénat principalement, au cours des séances consacrées à la discussion de la loi du 23 avril 1919, M. Milliès-

Lacroix rappelait, le 3 avril 1919, qu'au lendemain de l'occupation de l'Alsace et de la Lorraine par nos troupes, le ministre de la Guerre avait pris en main l'Administration civile de ces deux provinces, parce qu'en effet ces dernières ne pouvaient être soumises aux lois de la République française qu'après leur annexion officiellement prononcée. C'est, déclarait-il, en vertu des pouvoirs que lui conférait le droit d'occupation des territoires évacués par l'ennemi que le Président du Conseil, sur la proposition du ministre des Finances, avait pris, le 26 novembre, cet arrêté si lourd de conséquences ayant pour objet de réglementer la circulation monétaire en Alsace et en Lorraine, d'ordonner aux banques le remboursement des dépôts au taux spécial de 1 fr. 25 pour un mark, de convertir enfin à ce même taux les valeurs exprimées dans les contrats particuliers passés entre Alsaciens-Lorrains et Français. M. Milliès-Lacroix, rapporteur du projet de loi en discussion, n'hésitait pas à qualifier d'absolument illégales les mesures ainsi prises par le Gouvernement; à ses yeux, le ministre de la Guerre avait bien tout pouvoir pour fixer les règles de l'administration dans les provinces occupées qui n'étaient pas encore déclarées françaises par la loi, mais il n'avait aucun pouvoir pour engager les finances de l'Etat, et pour provoquer, par suite de l'échange matériel de la monnaie allemande contre des espèces fran-

çaises, un déficit de trésorerie d'environ 1.200 millions, sans que le Parlement eût été appelé à donner son assentiment. Ce point n'avait d'ailleurs pas échappé à la Chambre des Députés; la commission du budget avait adressé des observations au Gouvernement et lui avait signalé que l'opération prévue par l'arrêté du 26 novembre 1918 était tout à fait irrégulière, car elle ne pouvait être effectuée qu'en vertu d'une loi. M. Chastenet voyait également dans l'arrêté un véritable abus de pouvoir que les circonstances ne suffisaient point à justifier, et il admettait que si, dans quelques-unes de ses dispositions, l'arrêté pouvait être régularisé par le projet en discussion, il en était d'autres, en tout cas, qui ne pouvaient l'être, particulièrement celles qui contenaient des pénalités (art. 10) et aussi l'article 11 de l'arrêté modifiant les contrats, dont la nullité ne pouvait même pas, d'après lui, être couverte par un vote du Parlement. On demanda, en conséquence, au Gouvernement, de rapporter cet article 11, qu'on décida finalement de réserver jusqu'au moment du vote du projet de loi.

Ces critiques, sans nul doute fondées en droit, ne présentent plus actuellement le même intérêt : l'arrêté du 26 novembre 1918 a été confirmé par plusieurs décisions de justice, et notamment par un arrêt de la Cour de Cassation du 13 novembre 1919; celui-ci déclarait d'abord que les territoires d'Alsace

et de Lorraine réintégrés dans l'unité française par la convention d'armistice et le traité de paix avaient été, dès l'origine de leur occupation, placés sous l'autorité du président du Conseil des Ministres, et que celui-ci était dès lors investi, tant en vertu de cette autorité que du droit d'occupation, du pouvoir d'établir les règlements nécessaires à la sécurité des armées et au maintien de l'ordre public et d'y attacher des sanctions pénales. Il faisait découler de cela que l'arrêté du 26 novembre 1918 n'était point illégal dans sa disposition qui punit toute déclaration d'échange de monnaie divisionnaire allemande reconnue inexacte d'une peine d'emprisonnement et de la confiscation des sommes indûment présentées à l'échange.

Quelles que fussent la justesse de ces arguments et la valeur des conclusions prises par la Cour de Cassation, l'arrêté du 26 novembre 1918 s'est trouvé sanctionné et régularisé par la loi du 23 avril 1919 qui l'a complété et sur laquelle nous reviendrons plus loin en traitant de la situation spéciale faite aux banques alsaciennes et lorraines par la valorisation des dépôts.

CHAPITRE II

La valorisation des dépôts en banque La réglementation de la question

Nous avons vu que l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918 avait ordonné aux banques alsaciennes et lorraines, qui avaient reçu de leurs clients des dépôts en marks, de rembourser ces dépôts en francs à raison de 1 fr. 25 pour un mark et nous avons signalé que cette obligation devait constituer pour les banques une charge égale à la différence entre la valeur du cours commercial de l'actif mark correspondant au montant des dépôts et le montant des dépôts convertis en francs au taux de 1 fr. 25 pour un mark. Les banques n'ont pas effectué les remboursements des dépôts au taux de 1 fr. 25 pour un mark, comme le leur prescrivait l'article 9 de l'arrêté; elles ont invoqué le défaut de remise d'une contre-partie à la charge qui leur était imposée et elles se sont bornées à faire à leurs déposants des avances à découvert moyennant un intérêt de 6 %. Il est facile de s'imaginer que c'était là une gêne

énorme pour le commerce et l'industrie, et qu'une crise sérieuse devenait de plus en plus menaçante.

La situation était déjà très grave quand M. Millerand arriva en Alsace vers la fin de mars 1919 en qualité de Haut Commissaire du Gouvernement. Bien qu'on ait parlé souvent de promesses définitives, M. Millerand ne prit pas alors d'engagements fermes vis-à-vis des banques, il leur offrit seulement de leur consentir des avances si elles débloquaient les comptes de dépôts. Le principe d'une intervention quelconque du Trésor, qui n'avait pas été posé dans l'article 9 de l'arrêté monétaire, devait se trouver implicitement consacré dans la loi du 23 avril 1919 que nous nous proposons d'étudier.

C'est le 12 février que le Gouvernement avait saisi le Parlement du projet de cette loi ayant pour objet de fixer les écritures destinées à retracer les opérations de valorisation et de servir de ratification à l'arrêté du 26 novembre 1918. Pour permettre aux banques de rembourser les dépôts au taux de 1 fr. 25, on s'était aperçu qu'il était indispensable de valoriser la part d'actif correspondant à la part de leur passif représentée par ces dépôts. Le projet déposé par le Gouvernement ne prévoyait que l'échange matériel de la monnaie, mais la Chambre y a ajouté un alinéa stipulant que le compte spécial à ouvrir pour les opérations d'échange des monnaies allemandes s'appliquerait également au rem-

boursement des dépôts à vue ou à préavis effectués jusqu'au 30 novembre 1918 dans les banques et établissements de crédit d'Alsace et Lorraine, par les Alsaciens, Lorrains, Français, ainsi que par ceux des ressortissants des pays alliés ou neutres domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914. Si l'on compare cette disposition avec l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918, il semble que l'on se trouve en présence d'une simple transformation de cet article en un texte de loi; seulement, la disposition nouvelle semble impliquer que ce ne sont pas les banques qui doivent rembourser les marks en francs, mais le Trésor. Aussi le Gouvernement a-t-il, avec juste raison, appelé l'attention de la commission du budget de la Chambre sur ce point; le texte précité n'en a d'ailleurs pas moins été adopté.

Le projet de loi, tel qu'il avait été adopté par la Chambre et soumis au Sénat, avait pour objet non seulement de ratifier l'échange des monnaies allemandes au taux de 1 fr. 25, en application de l'article 3 de l'arrêté du 26 novembre 1918, mais encore d'autoriser le versement aux banques et aux établissements de crédit fonctionnant en Alsace et en Lorraine de la contrepartie des remboursements des dépôts à vue qu'elles devaient effectuer en exécution de l'article 9 dudit arrêté. Comme le disait M. Milliès-Lacroix, rapporteur du projet de loi au Sénat, le Gouvernement ne peut, en effet, accom-

plir la seconde opération, qui, à l'inverse de la première n'était pas encore réalisée, qu'en vertu d'une autorisation législative. Il y a lieu de signaler, qu'au cours des discussions parlementaires, on fit assez justement remarquer que le projet de loi ne constituait en réalité que la régularisation tardive d'un état de fait ancien. En effet, les opérations d'échange des monnaies avaient déjà nécessité près d'un milliard 200 millions d'avances du Trésor; on estimait qu'il faudrait encore un milliard pour les remboursements, par les banques, de leurs dépôts. M. Ribot fit observer devant le Sénat que le compte d'avances de la Banque de France se trouverait ainsi alourdi d'environ 2 milliards 250 millions. Le Gouvernement déclara très nettement qu'il n'acceptait pas la responsabilité des opérations bancaires des établissements privés ou des institutions de crédit public en Alsace et en Lorraine, qu'il devait seulement leur fournir les moyens de remboursement dans la mesure de la valeur réelle de leur actif et en contrepartie de la remise de cette contre-valeur une fois liquidée, et qu'enfin le texte du projet de loi précisait l'étendue des opérations qu'il effectuerait avec l'autorisation du Parlement. Il était d'ailleurs entendu, tant dans l'exposé des motifs du projet de loi que dans les nombreuses correspondances échangées, que la charge résultant, soit de l'arrêté du 26 novembre 1918, soit du projet de loi en discus-

sion, retomberait toute entière sur l'Allemagne et ferait l'objet d'une créance privilégiée. Malgré les nombreuses réserves présentées par les présidents et rapporteurs généraux du Sénat et de la Chambre, le projet fut finalement adopté, après que M. Ribot eût demandé la mise à l'écart de l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918 et que M. le ministre Lebrun eut pris sur lui, en l'absence du ministre des Finances, M. Klotz, d'affirmer la réserve réclamée. A cet égard, il est juste de dire qu'au point de vue légal, la balance des marks réels et des marks théoriques (à 1 fr. 25) ne fonctionna point, comme tout le monde s'y attendait.

Le ministre des Finances avait évalué l'ensemble des charges résultant pour le Trésor des dispositions du projet de loi à 2.500.000.000 francs dont 1 milliard 500.000.000 pour les échanges matériels de monnaies, 700 à 800 millions pour les engagements des banques et institutions de crédit et 200 à 300 millions destinés à assurer l'échange des marks aux prisonniers de guerre et aux habitants des régions libérées.

Analysons maintenant le texte de la loi du 23 avril 1919. Cette loi, dans son article 1^{er}, autorise l'ouverture d'un compte spécial intitulé « échange de monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et des Lorrains, des prisonniers de guerre français et des habitants des régions libérées ». L'article 2

précise les opérations qui doivent être enregistrées au débit ou au crédit de ce compte spécial.

Au débit sera porté, en premier lieu, le montant des francs échangés en Alsace et en Lorraine, contre des monnaies allemandes au taux de 1 fr. 25 pour un mark, en vertu de l'article 3 de l'arrêté du 26 novembre 1918.

Au débit doit être inscrit, en second lieu, le montant des remises qui ont été faites aux banques et institutions de crédit en vue du remboursement par celles-ci des dépôts à vue et à préavis; comme nous l'avons déjà dit, c'est la Chambre qui, conformément aux termes du rapport de M. Grodet, a introduit dans le projet de loi cette disposition reproduisant presque complètement l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918, et le texte définitif précise les limites des engagements que le Gouvernement est autorisé à prendre à cet égard : il était entendu qu'il mettrait à la disposition des banques d'Alsace et de Lorraine des francs, en contre-partie de leur actif liquide en marks au taux de 1 fr. 25 par mark, dans la mesure strictement nécessaire pour leur permettre de rembourser leurs dépôts à vue et avec préavis en exécution de l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918. L'actif liquide dont il était accordé reprise comprenait d'abord l'encaisse, les avoirs de la Reichsbank, convertis en avoirs à la Banque de France, après transformation en francs

au taux de 1 fr. 25 pour un mark; à côté de ces deux éléments d'actif, on devait mobiliser le papier alsacien et lorrain à court terme détenu par les banques et rembourser notamment les bons du Trésor d'Alsace-Lorraine venus à échéance; enfin, il y avait lieu de recouvrer les créances des banques sur l'Allemagne : le séquestre de la Reichsbank à Strasbourg devait se charger de ces recouvrements et, sous le contrôle des services financiers français, valoriser, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, les sommes rapatriées dans la mesure nécessaire pour couvrir, après l'application des trois premières mesures, le montant des dépôts à vue et à préavis figurant au passif.

Signalons, en outre, qu'il a été entendu, lors de la détermination de l'actif liquide à valoriser aux banques et institutions de crédit, qu'il serait laissé à leur disposition les avoirs en devises étrangères : cette concession qui peut être très intéressante pour les banques à ce dernier point de vue, en raison de la hausse de certains changes étrangers par rapport au franc, n'avait pas été reconnue au début, et le ministre des finances avait primitivement déclaré qu'on déduirait ces avoirs.

Il résulte de l'ensemble de ces dispositions, que le Gouvernement français, en ce qui concerne les dépôts en banque, n'a pas pris du tout l'engagement de les rembourser, et on ne peut même pas dire qu'il ait accepté d'en garantir le rembourse-

ment; son rôle s'est seulement borné, vis-à-vis des banques qui justifiaient d'un avoir liquide en marks, à le transformer en francs tout comme on a transformé les billets, et cela dans la mesure nécessaire pour rembourser les dépôts.

En ce qui concerne la détermination des banques et institutions de crédit appelées à bénéficier de la valorisation ci-dessus, il a été précisé qu'il s'agissait seulement des établissements fonctionnant en Alsace et en Lorraine et pour les dépôts faits dans ces établissements.

Un autre poste du débit du compte 'spécial est constitué par le montant des francs échangés contre des monnaies allemandes au taux de 1 fr. 25 pour un mark à des prisonniers de guerre français et à des habitants des régions libérées. Au cours des discussions qui ont eu lieu au Sénat relativement à cette question, il a été déclaré que, lorsque les prisonniers de guerre ont commencé à refluer vers la France, des centres de triage ont été établis dans lesquels les prisonniers de guerre pouvaient procéder à l'échange de leur monnaie allemande. Ceux qui ne sont pas passés par ces centres, et qui avaient néanmoins effectué une déclaration avant le 31 janvier 1919, ont vu leur cas soumis à un examen individuel. Certains prisonniers étant revenus porteurs de valeurs fiduciaires émises par les diverses principautés d'Allemagne (Bavière, Saxe, Wurtemberg),

il a été demandé au ministre des Finances de tenir l'Allemagne pour aussi responsable du remboursement de ces bons que de tous autres. Il faut d'ailleurs noter en passant que le remboursement aux prisonniers de guerre et aux rapatriés civils a été fait d'une manière très large : non seulement on a remboursé les billets, mais on a remboursé de simples bons de camps et des coupons de la dette d'empire.

Enfin, on doit encore porter, au débit du compte spécial, le montant des dépenses afférentes à l'ensemble des opérations.

Tels sont les différents postes représentés au débit du compte spécial. Le projet de loi primitif du gouvernement, adopté par la Chambre des Députés, ne déterminait ainsi que les dépenses à inscrire au débit du compte, mais n'indiquait point les ressources à porter à son crédit, qu'une loi ultérieure devait régler. La commission sénatoriale des finances estimant, avec juste raison, que la création d'un compte spécial doit comporter la prévision d'un crédit susceptible de balancer le débit, a stipulé qu'au crédit figureraient les remboursements par le gouvernement allemand, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, des monnaies allemandes et avoirs en banque échangés (dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 23 avril 1919). De cette façon le compte spé-

cial devait être soldé, sans que le Trésor français eût à subir, de ce fait, aucune charge.

L'article 3 du projet de loi arrête le montant maximum des sommes qui peuvent être portées au crédit du compte ; ce montant avait été primitivement fixé par le gouvernement à 2 milliards 500 millions de francs, mais, comme indication de mécontentement, la Chambre décida de ramener cette limite à 2 milliards 250 millions.

Nous venons d'analyser les traits principaux de la loi du 23 avril 1919 ; il est bon de dire que l'exposé des motifs donne des indications assez nettes sur la situation faite aux banques par la réforme monétaire. Ainsi que nous l'avons établi, les dispositions de la loi ont été prises en vue de permettre aux banques et aux établissements de crédit fonctionnant en Alsace et en Lorraine, le remboursement des dépôts effectués par les personnes visées dans la décision Jeanneney du 7 décembre 1918. On s'est trouvé, d'ailleurs, à cet égard, en présence de nombreuses difficultés ; en ce qui concerne les sociétés, par exemple, il était généralement admis qu'elles devaient être réputées allemandes si la majorité des membres de leur conseil d'administration appartenait à cette nationalité ; aussi arriva-t-il fréquemment que des Allemands furent chassés des conseils de sociétés ; on se décida, pour trancher la question, à confier à une commission le soin d'exa-

miner les cas particuliers, par cette raison que des sociétés réellement alsaciennes s'étaient trouvées parfois obligées en fait de prendre des Allemands pour administrateurs, et qu'il eût été illogique, sinon injuste, de ne point consentir la valorisation de leurs dépôts.

Il nous reste maintenant à étudier les conditions dans lesquelles cette valorisation a pu être réalisée, en application de la loi du 23 avril 1919.

Nous avons indiqué plus haut que les banques devaient recevoir les francs nécessaires au remboursement des dépôts, contre remise au Trésor d'une partie correspondante de leur actif liquide en marks, évaluée au même taux de change de 1 fr. 25; mais alors s'est posée la question de savoir ce qu'il y avait lieu de comprendre dans l'actif valorisable des banques, ainsi que dans leur passif valorisable.

En ce qui concerne le passif valorisable, il faut d'abord exclure le capital, les réserves et les bénéfices pour ne valoriser que les dépôts à court terme et par dépôts à court terme, il faut entendre tous les dépôts venant à échéance dans les six mois, c'est-à-dire avant le 31 mai 1919; de plus, conformément à l'interprétation libérale qui a toujours prévalu dans la matière, le gouvernement a décidé que seraient également convertis en francs, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, tous les soldes créditeurs des comptes courants. Mais toutes les réclamations formu-

lées par les banques intéressées en vue d'obtenir la valorisation du capital, des réserves et des dividendes non distribués n'ont pas été prises en considération. Cependant, il y a lieu de noter, dès maintenant, que la Chambre des Députés a introduit dans le texte du projet de loi, adopté récemment, et réglant définitivement la question de la valorisation dans son ensemble, un article nouveau ayant pour but de valoriser à 1 fr. 25, à la charge exclusive du Trésor, les dividendes non distribués des exercices antérieurs, figurant sous un poste spécial du bilan des banques au 30 novembre 1918. Quant au capital et aux réserves, les banquiers d'Alsace et de Lorraine insistèrent vivement auprès du gouvernement pour qu'ils fussent valorisés, en prétendant que la transformation en francs du capital, des réserves et des bénéfices, au cours du change et non au pair, constituait pour eux une perte de plus de moitié de leur capital, de leurs réserves et de leurs bénéfices, ce qui menaçait de les mettre, pour la plupart, en fâcheuse posture financière.

On sait, d'autre part, que ne devaient pas être convertis à 1 fr. 25 les marks afférents à des dépôts effectués par des Alsaciens ou des Lorrains dans les succursales des banques alsaciennes ou lorraines situées en dehors des deux provinces ou dans une autre banque hors d'Alsace et Lorraine. On a prétendu aussitôt que pour mettre les banques en

mesure d'effectuer les remboursements qu'on exigeait d'elles, il fallait leur permettre la valorisation de leur portefeuille, quelle que fût la nature du papier qui le composait et quels que fussent la nationalité et le domicile des débiteurs. Si les banques, a-t-on dit, n'ont guère que du papier allemand, et non du papier tiré sur des Alsaciens ou des Lorrains, il faut quand même le valoriser ; la valorisation du passif commande celle de l'actif intégral. Du reste, ajoutait-on, les banques alsaciennes et lorraines avaient été obligées de détenir un important portefeuille d'effets allemands et de grosses créances sur l'Allemagne, et de déposer, non dans le pays, mais encore en Allemagne, une très forte partie de leurs capitaux disponibles. Les fonds confiés aux banques d'Alsace et de Lorraine ne pouvaient être utilisés que pour une portion insignifiante au sein du pays ; durant les hostilités, les besoins du commerce et de l'industrie avaient été à peu près nuls, et, en outre, les menaces fréquentes de confiscation, de séquestration, d'expulsion à l'égard des Alsaciens et des Lorrains avaient incité ceux-ci à placer hors d'Alsace et de Lorraine, en Allemagne notamment, dans les succursales des banques alsaciennes ou lorraines « leurs disponibilités », et même à y faire transporter une partie des fonds qu'ils avaient en dépôt au siège de ces établissements en Alsace et en Lorraine.

Parmi les multiples protestations qui se sont élevées à ce sujet, dans le pays, il en est une qui mérite d'être signalée d'une façon toute particulière; d'abord en raison de la qualité de ceux qui en ont été les auteurs, et aussi en considération de la valeur des arguments qui ont été fournis et des raisons qui ont été invoquées: il s'agit du mémoire rédigé par le Syndicat des Banques et Banquiers d'Alsace et de Lorraine. Ce mémoire fait clairement ressortir les inconvénients susceptibles de résulter de l'application des mesures « plus ou moins arbitraires » qui ont été prises à l'égard des banques. Dans un de leurs rapports, les délégués du Syndicat des Banquiers s'exprimaient en ces termes : « L'actif d'un bilan forme un tout indivisible dont il ne peut être extrait une partie au profit d'aucun compte créancier. Les gérants des banques sont comptables des sommes qu'ils ont reçues tant de leurs actionnaires que de leurs déposants en comptes courants. De quel droit accepterait-on une mesure qui ruinerait les actionnaires, alors que les gérants des banques n'ont à se reprocher aucune faute de gestion... La stricte équité exige que le gouvernement français valorise au même taux la totalité de leur actif ».

Le système de « discrimination » que l'administration voulait admettre fit d'ailleurs d'objet d'autres critiques: il conduisait à l'examen détaillé des bilans, dont les postes devaient être pour ainsi dire

passés au crible. C'est seulement aux postes choisis comme contre-partie des dépôts convertis en francs que les marks étaient valorisés au taux de 1 fr. 25. En dépit de ces critiques, que nous nous proposons d'examiner dans notre chapitre V consacré à certains aperçus des conséquences économiques de la valorisation, on sait que le gouvernement s'en tint à la première interprétation qu'il avait entendu donner des textes monétaires, et notamment de la loi du 23 avril 1919, et il repoussa toutes les suggestions qui lui furent soumises par les représentants des banques alsaciennes et lorraines, tendant à étendre les éléments du passif admis à la valorisation.

La question de déterminer ce que devait comprendre l'actif valorisable donna lieu également à certaines discussions, mais on admit plus facilement le point de vue du gouvernement. Sans aucun doute, l'actif valorisé se compose d'abord de l'encaisse des banques et du prolongement naturel de cette encaisse, c'est-à-dire des avoirs des banques à la Reichsbank tels qu'ils figuraient au 30 novembre 1918 dans leurs écritures. En fait, ces avoirs furent valorisés en janvier 1919, par l'intermédiaire de la Banque de France. L'actif valorisable comprend aussi les créances recouvrables à 1 fr. 25 sur les Alsaciens et Lorrains ou assimilés, et Français notamment. Il faut d'ailleurs signaler qu'on a

seulement tenu compte, de même qu'au passif, de l'actif à court terme, exception faite des participations financières. Les banques ont prétendu aussi qu'il n'y avait pas lieu d'envisager les soldes débiteurs des comptes courants, en alléguant que ces soldes débiteurs ne constituaient pas véritablement un élément d'actif à court terme; mais il leur a été répondu assez justement que les soldes créditeurs des comptes courants ayant été compris dans le passif valorisable, les soldes débiteurs, à l'inverse, devaient logiquement entrer dans la composition de l'actif à valoriser. Le montant des soldes débiteurs des comptes courants représentant environ 200 millions, ce qui correspondait à peu près à la valeur du capital des banques, si on les avait exclus de l'actif, on valorisait ainsi d'une façon indirecte le capital et les réserves, solution excessive et impraticable.

La composition de l'actif et du passif valorisable ainsi déterminée, on impute sur le passif les divers éléments de l'actif valorisable, encaisse, avoirs à la Reichsbank et dépôts exigibles avant le 31 mai 1919. Si l'actif ainsi converti suffit à couvrir le passif également converti il n'y a pas lieu à intervention du Trésor; dans le cas, au contraire, où il subsiste une différence qui constituerait en définitive une charge équivalente pour la banque, le Trésor accepte de reprendre à la banque une partie de son actif valo-

risable; c'est là précisément ce qu'on a appelé le crédit de valorisation, c'est donc la partie de l'actif rachetée à 1 fr. 25 par le Trésor à la banque pour solder la différence pouvant subsister après imputation de l'actif valorisable sur le passif valorisable. Ce crédit de valorisation est fixé en marks.

Au point de vue de la réalisation pratique de ces mesures, on aurait pu admettre que le Trésor ferait de l'escompte au profit des banques alsaciennes et lorraines; seulement, dans cette hypothèse, le Trésor aurait eu à supporter des risques plus ou moins grands de non-recouvrement. Aussi, a-t-on décidé de demander aux banques de réaliser leur actif allemand préalablement à toute conversion en francs. Il était entendu que le Trésor serait considéré en possession de cet actif du jour où le compte courant qu'il s'était fait ouvrir à la Reichsbank serait crédité du montant des recouvrements effectués par les banques qui en auraient opéré le virement. Cette solution semblait, en principe, satisfaisante; mais on s'aperçut rapidement que, les relations économiques restant interrompues avec l'Allemagne, les banques pouvaient invoquer avec juste raison l'impossibilité où elles se trouvaient de récupérer les marks faisant partie de leur actif pour ne point les verser au Trésor. De plus, le traité de paix était en préparation et on ne savait pas encore comment seraient recouvrées les créances appartenant aux

Alsaciens et aux Lorrains sur les Allemands. Aussi, dans ces conditions, M. Millerand, haut commissaire du gouvernement, déclara-t-il, le 5 avril 1919, aux banquiers qu'il avait convoqués, que le Trésor leur fournirait une avance représentant les 60 % de la somme totale qui leur était nécessaire pour accomplir leur tâche, c'est-à-dire pour obtenir que les comptes de dépôts fussent débloqués et que la vie économique, considérablement gênée depuis l'armistice, pût désormais reprendre sans entrave en Alsace et en Lorraine. Cette avance, qui a pu être considérée comme un véritable acompte sur le montant en francs des marks que le Trésor avait décidé de racheter, fut faite au mois de juin 1919. L'opération changeait de caractère, et les risques de non-recouvrement tombaient maintenant à la charge du Trésor.

Pour déterminer le montant maximum de cette avance, égale à 60 % des sommes dues par le Trésor aux banques, on calculait provisoirement celles-ci de la façon suivante: du total, tel qu'il ressortait du bilan établi à la date du 30 novembre 1918, des dépôts à vue ou à préavis, effectués aux caisses des sièges ou succursales de la Banque intéressée ouverts sur le territoire d'Alsace et de Lorraine, exigibles le 31 mai 1919 au plus tard, et convertibles au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark, en application de l'ar-

ticle 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918, on déduisait : a) l'encaisse ;

b) le montant du solde créditeur dont ladite banque a pu disposer auprès de la Reichsbank, dans la mesure où ces deux éléments d'actif avait déjà été valorisés à la charge du Trésor ;

c) le total de l'actif convertible à 1 fr. 25 pour 1 mark, en vertu de l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918, et de l'arrêté du commissaire général de la République, en date du 4 avril 1919, venant à échéance le 31 mai 1919 au plus tard (Bons du Trésor d'Alsace-Lorraine inclus).

Il demeurait entendu que les résultats de ce calcul provisoire ne pouvaient être considérés comme une base précise de l'évaluation du crédit mis à la charge du Trésor par l'article 2 de la loi du 23 avril 1919, la détermination exacte de ce crédit restant subordonnée d'une part à la fixation définitive des modalités de son calcul, d'autre part à la vérification du bilan du 30 novembre 1918, et des états de situation annexes qui avaient été ou pouvaient être réclamés par les services des Finances.

Le montant de l'avance était mis à la disposition de la banque par crédit à son compte courant à la Banque de France ; cette avance ne portait pas intérêts.

Quant au remboursement, il était effectué en marks au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark par verse-

ments ou virements au compte du Trésor à la succursale de la Reichsbank à Strasbourg.

La banque intéressée s'engageait à affecter en premier lieu audit remboursement tous encaissements provenant de la liquidation de son actif marks qu'elle pouvait réaliser par l'intermédiaire de la Reichsbank, de l'office de compensation éventuellement appelé à fonctionner entre les puissances alliées et l'Allemagne, et de tout autre agent, correspondant ou office de recouvrement.

Le remboursement devait être effectué dans un délai maximum de deux mois, à compter de la signature des préliminaires de paix : ce délai expiré, le remboursement devenait immédiatement exigible en francs, sans préjudice d'intérêts moratoires calculés en francs, au taux des avances de la Banque de France.

Toutefois, il était entendu que, si les encaissements sur l'Allemagne ne devaient, dans l'avenir, être opérés que par le seul intermédiaire des organismes officiels de recouvrement, le même délai de remboursement courrait du jour où le fonctionnement de ces organismes permettrait la remise au Trésor de couvertures en marks.

Enfin, le Trésor conservait la faculté d'exiger à tout moment le remboursement total ou partiel de cette avance sous condition d'un préavis de trois mois.

CHAPITRE III

Les répercussions du Traité de Versailles sur le régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine

A) LE TRAITÉ DE PAIX

ET LA SITUATION SPÉCIALE DES BANQUES

En vertu de l'article 72 du Traité, le seul article concernant la question monétaire, le règlement des créances et des dettes contractées avant le 11 novembre 1918, entre l'Empire et les Etats allemands ou leurs ressortissants résidant en Allemagne, d'une part, et les Alsaciens-Lorrains résidant en Alsace ou en Lorraine, d'autre part, sera effectué conformément aux dispositions de la section III de la partie X (clauses économiques) du Traité, et le taux du change applicable audit règlement sera le taux moyen coté à la Bourse de Genève durant le mois qui a précédé le 11 novembre 1918. L'article 72 ajoute qu'il pourra être constitué sur le territoire de l'Alsace-Lorraine, pour le règlement de

ces dettes, un office spécial de vérification et de compensation. Les principales dispositions auxquelles se réfère cet article sont contenues dans l'article 296 du Traité qui prévoit précisément la constitution d'offices de vérification et de compensation en vue du règlement des dettes dont il vient d'être question. Il résulte de là que l'Allemagne ne pourra être tenue de rembourser les marks détenus par la France au taux de 1 fr. 25 pour un mark. Les créances des Alsaciens et des Lorrains sur des ressortissants allemands doivent être présentées à l'office de compensation de Strasbourg qui, suivant une procédure spéciale, procède au recouvrement des créances au taux de 0,8134. Ainsi, dans la pensée du Gouvernement, alors que les charges considérables entraînées par les mesures relatives à la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine, devaient être finalement supportées par l'Allemagne, le traité de paix anéantissait cet espoir. Les marks à recouvrer par l'Office de compensation étant immédiatement convertis en francs, le caractère primitif de l'opération se trouvait par là profondément modifié, puisque le Trésor ne pouvait plus bénéficier à l'avenir d'une hausse possible de la valeur du mark. A une perte éventuelle, on substituait, pour le Trésor, une perte définitive. Et il est bon de se rappeler que les premières avances avaient déjà été consenties à cette époque.

D'ailleurs, le Traité donna lieu à une autre source de difficultés. C'est que l'Office de compensation percevait, à l'occasion de ses recouvrements, une commission de 2,50 % pour chaque mark réalisé, de telle sorte que le créancier ne recevait pas entièrement 0,8134 pour un mark. Nous verrons plus loin qu'une des modifications apportées au texte du projet de loi récemment adopté par le Parlement, a mis expressément cette commission à la charge du Trésor.

Le Traité de paix, d'autre part, excluait du règlement, à raison de 0,8134 par mark, une grande partie des avoirs des banques et de la plupart des établissements de crédit publics ou privés: les créances sur l'Allemagne, à plus ou moins longue échéance, les obligations hypothécaires, les titres d'emprunts des communes et autres valeurs du même genre. Le capital de ces créances, augmenté des intérêts (à partir du 10 janvier 1920) ne pouvait être évalué qu'au cours du jour du mark. C'est dire que la perte au change devait être considérable pour ces établissements, en raison de la baisse de la monnaie allemande; il en résultait une telle dépréciation de leur actif que leur stabilité financière pouvait se trouver menacée et leur trésorerie, dès à présent, considérablement gênée; nous examinerons, dans notre chapitre IV, de quelle façon on a jugé nécessaire d'intervenir en faveur de ces établis-

ments. Ce n'est pas tout : comme les créanciers de l'Allemagne ne devaient recevoir que 0,8134 pour un mark, et se trouvaient, au contraire, tenus de rembourser la plupart de leurs propres débiteurs à raison de 1 fr. 25 pour un mark, ils avaient à subir une perte sensible mesurée par la différence entre les deux taux indiqués.

Enfin, comme nous l'avons vu plus haut, la loi du 23 avril 1919, en contre-partie de la valorisation des dépôts à vue et avec préavis, avait prévu le transfert au Trésor d'une partie de l'actif liquide en marks appartenant aux banques et institutions de crédit. Ce transfert, naturellement, n'a pu être opéré, puisque l'article 72 du Traité décidait que toutes les créances figurant dans cet actif devaient être remises à l'Office de Compensation, et c'est justement pour cela que le Trésor s'est trouvé dans la nécessité d'effectuer des avances.

On comprend maintenant la situation créée aux banques par les dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1918, de la loi du 23 avril 1919 et du Traité de Versailles, et il apparaît nettement que cette situation ne répondait en aucune manière aux prévisions des auteurs de la réforme monétaire dans les provinces désannexées. Avant d'étudier le projet de loi destiné à supprimer les inconvénients nombreux résultant de cette situation, et à trancher certaines

questions restées sans solution, nous allons examiner brièvement l'influence du Traité sur la réforme monétaire, à un point de vue très général.

*B) LE TRAITÉ DE PAIX ET SON INFLUENCE GÉNÉRALE
SUR LA RÉFORME MONÉTAIRE*

L'arrêté du 26 novembre 1918 avait fixé les bases principales du nouveau régime monétaire en Alsace et en Lorraine ; le Traité de paix devait modifier les caractères de la réforme, aussi bien dans son principe que dans ses applications. Nous venons de commenter l'article 72, qui organise le règlement, vis-à-vis des Alsaciens et des Lorrains, des dettes et créances de la plupart des personnes non admises à bénéficier du taux de faveur, et qui dispose que les dettes contractées avant le 11 novembre 1918 entre les ressortissants allemands résidant en Allemagne, d'une part, et les Alsaciens ou Lorrains résidant en Alsace ou en Lorraine, d'autre part, seront converties en francs à raison de 0 fr. 8134 pour un mark. C'est ainsi que les Allemands domiciliés dans leur pays devaient recevoir les marks qui leur étaient dûs, et payer les marks dont ils étaient débiteurs avant le 11 novembre 1918 au taux de change de 81 fr. 34 pour 100 marks vis-à-vis des Alsaciens ou des Lorrains remplissant les conditions de domicile voulues. Il n'est pas sans intérêt ici de noter qu'on

règle, de la même façon, les dettes et créances devenues exigibles entre le 11 novembre 1918 et le 10 janvier 1920. Quant à la catégorie des Alsaciens et Lorrains visée par le Traité, elle ne correspond pas à la catégorie des Alsaciens et Lorrains, tels qu'ils ont été définis par la décision du sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, en date du 7 décembre 1918; l'expression employée par le Traité comprend toutes les personnes réintégrées de plein droit dans la nationalité française et, en outre, toutes celles qui, en vertu du paragraphe 2 de l'annexe à la section V, partie III du Traité de paix, ont le droit de réclamer la nationalité française (Traité de paix, article 54, partie III, section V). Les Français de l'intérieur sont exclus du règlement des dettes et créances prévu par l'article 72; les ressortissants alliés et neutres résidant en Alsace ou en Lorraine, et qui n'ont pas reçu la faculté de réclamer la nationalité française, en sont également exclus.

En ce qui concerne les Allemands, l'article 72 du Traité ne vise que ceux dont le domicile se trouve bien en Allemagne, et ne semble pas pouvoir être étendu aux Allemands ayant fixé leur résidence en Alsace ou en Lorraine. Cependant, par l'interprétation très large qu'il a donnée de l'article 72, le Gouvernement a cru devoir assimiler la plupart de ces derniers aux Allemands domiciliés en Allemagne. Mais, en principe, le règlement des dettes et créan-

ces est effectué au taux de 0,8134 pour un mark, quand le débiteur ou le créancier d'origine allemande réside en Allemagne, et, au contraire, au taux de 1,25 pour un mark fixé par les arrêtés monétaires (arrêtés des 26 novembre 1918 et 4 avril 1919), si ce débiteur ou ce créancier allemand réside en Alsace ou en Lorraine. Ainsi donc, la résidence de la partie allemande au moment du règlement de la dette se trouve constituer l'élément principal de la détermination du mode de paiement. Mais il ne faut pas croire que seuls, ont été considérés comme ayant leur résidence en Allemagne, les Allemands qui y sont domiciliés en fait, car il résulte des termes d'une instruction adressée le 11 novembre 1919 par le Parquet aux administrateurs séquestres et aux liquidateurs que tout Allemand dont les biens sont mis en liquidation doit être présumé résidant en Allemagne. C'est qu'en effet, pour permettre de déterminer le mode de paiement applicable, la résidence doit être autorisée par le Gouvernement; et les biens de l'Allemand, dont la résidence en Alsace ou en Lorraine a ainsi été autorisée, ne peuvent être mis en liquidation. Le propriétaire des biens soumis à la liquidation est par conséquent présumé, par ce fait même, résidant en Allemagne, et le règlement de ses dettes et créances est fixé par l'article 72 du Traité de Versailles.

Quant aux sociétés, on considère comme alle-

mandes, celles dont le siège social est situé en Allemagne et sont, au contraire, réputées alsaciennes ou lorraines, les sociétés ayant leur siège social en Alsace ou en Lorraine.

Ainsi est fixé le règlement de la plus grosse partie des obligations ; les Alsaciens et Lorrains, au sens de la décision du 7 décembre 1918, les ressortissants alliés et neutres qui résidaient dans le pays avant le 1^{er} août 1914 payaient les dettes dont ils étaient tenus, et recouvraient leurs créances au taux de 1,25 pour un mark ; les Alsaciens et Lorrains, au sens du Traité de paix, et les Allemands séquestrés effectuaient leurs paiements réciproques au taux de 0,8134 le mark.

D'autre part, les Allemands non soumis à la liquidation, et résidant dans le pays, les sociétés allemandes avec siège unique en Alsace ou en Lorraine, étaient réputés Alsaciens ou Lorrains, mais seulement vis-à-vis des Allemands résidant en Allemagne ; vis-à-vis des personnes admises à bénéficier du taux de change de faveur, prévu par l'arrêté du 26 novembre 1918, ils étaient qualifiés de ressortissants de pays ennemis, et considérés comme tels. Aussi, le règlement des créances et des dettes de ces personnes était-il déterminé par les arrêtés des 26 novembre 1918 et 4 avril 1919 ; vis-à-vis des Alsaciens et des Lorrains (au sens de la décision Jeanneney du 7 décembre 1918) et des ressor-

tissants alliés ou neutres résidant en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, elles étaient tenues pour les sommes échues avant le 14 avril 1919 au cours du jour, pour les sommes échues après cette date, au taux de 1,25 pour un mark; et en ce qui concerne leurs créances contre ces mêmes personnes, elles n'avaient droit qu'au cours du jour.

Le Traité de paix ne concernait que le règlement des dettes exigibles avant l'armistice, ou devenues exigibles pendant l'armistice, et les dettes non exigibles devaient être exclues de ce règlement. Mais l'application du taux prescrit par le Traité fut largement étendue par l'interprétation que donnèrent le Gouvernement et les tribunaux. On admit, en effet, que le seul fait de la liquidation rendait les dettes et créances exigibles en se bornant à exiger que la mise sous séquestre des biens allemands eut été ordonnée avant le 10 janvier 1920, date de mise en vigueur du Traité. Comme il est facile de le comprendre, cette interprétation extensive aboutit en pratique à permettre le règlement, au taux de 0,8134 pour un mark, non seulement des dettes et créances envisagées par le Traité, mais également de toutes les dettes des Allemands séquestrés (sociétés comprises) vis-à-vis des Alsaciens et des Lorrains. En vertu de ces dispositions, les biens allemands situés en Alsace et en Lorraine pouvaient être liquidés au profit du Gouvernement français

(article 74 du Traité); ce dernier se trouvait donc intéressé au recouvrement des créances allemandes contre les Alsaciens et les Lorrains.

Bien des controverses sont, du reste, nées de l'application de ces mesures et des décisions judiciaires assez nombreuses, parfois contradictoires, ont été rendues. Nous ne nous proposons pas de les examiner ici.

Une remarque cependant mérite d'être signalée: l'article 296 du Traité de paix charge les offices de vérification et de compensation, de procéder au règlement des dettes et créances entre les puissances contractantes qui résident dans leurs pays respectifs. Si donc, et nous nous plaçons ici à un point de vue strictement juridique, le Gouvernement fait application des conditions fixées par le Traité aux dettes et créances des Allemands séquestrés, ces dettes et créances auraient dû être logiquement transmises pour règlement à l'Office de vérification et de compensation de Strasbourg. En réalité, elles ne l'ont pas été, et il est permis de critiquer, avec raison, l'application qui leur a été faite des conditions du Traité.

En ce qui concerne le régime auquel ont été soumis les titres au porteur alsaciens-lorrains, s'ils ont été émis par une société séquestrée, leur remboursement aux Alsaciens-Lorrains (au sens du Traité de paix) a été consenti au taux de 0,8134 pour un

mark. Le règlement de tous les autres titres alsaciens et lorrains s'est, au contraire, effectué conformément à l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918 et à l'arrêté du 4 avril 1919. Pour obtenir le remboursement en francs, au taux de 1,25 par mark, le porteur du titre libellé en marks, devait être, soit un Alsacien ou un Lorrain, réintégré de plein droit, soit un Français, soit un ressortissant allié ou neutre résidant en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, et il devait démontrer qu'il était possesseur du titre avant le 11 novembre 1918. Si l'une de ces conditions faisait défaut, le titre n'était pas converti en francs, le capital et les intérêts n'étaient payés qu'en marks, ou plus exactement en francs, au cours du jour du mark.

Cette interprétation, admise par le Gouvernement et souvent attaquée devant les tribunaux, a donné lieu à des conséquences singulières. Le bénéfice de la valorisation des titres au porteur alsaciens ou lorrains n'a pas été accordé aux Allemands, mais il a été également refusé à toutes les personnes qui avaient, en vertu des dispositions du Traité de paix, le droit de réclamer la nationalité française. Par ailleurs, il est arrivé assez souvent que des porteurs de titres admis à la valorisation aient éprouvé de grandes difficultés pour fournir la preuve qu'ils avaient acquis ces titres avant le 11 novembre 1918.

Les municipalités qui avaient contracté des em-

prunts, de même que les sociétés alsaciennes ou lorraines qui avaient émis des obligations (hypothécaires ou non) ont procédé à la conversion de leurs titres au taux de 1,25 pour un mark, soit par l'estampillage des anciens titres libellés en marks, soit par l'échange de ces titres contre des nouveaux titres libellés en francs. Ainsi qu'on peut le penser, cette procédure a tout naturellement nécessité un contrôle très sévère des droits des porteurs, afin que fussent exclusivement convertis les titres ayant appartenu au 11 novembre 1918 à des personnes admises à la valorisation, en vertu de l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918. De là, pour les ayants droit, l'obligation de fournir la preuve qu'ils étaient effectivement propriétaires des titres avant le 11 novembre 1918, ou qu'ils les ont acquis, depuis lors, de personnes admises à la valorisation. Dans de nombreux cas, les pièces justificatives (bordereaux d'achats, par exemple) n'ont pu être produites, et il en est résulté un grand mécontentement.

Telles sont, dans l'ensemble, les répercussions, sur la réforme monétaire, nées de l'application du Traité de Versailles. On se rend facilement compte du nombre et de l'importance des questions controversées demeurées en suspens, et aussi des nombreux inconvénients auxquels les arrêtés monétaires combinés avec les dispositions du Traité donnaient lieu, dans la pratique. Il était absolument

nécessaire de trancher ces controverses et d'apporter, le plus rapidement possible, une solution définitive à la question monétaire en Alsace et Lorraine. C'est dans ce but que, dès le 31 juillet 1920, le gouvernement déposait, sur le bureau de la Chambre, un projet de loi destiné précisément à compléter les arrêtés monétaires, et à régler tous les points prêtant encore à contestation. Ce projet de loi, après avoir été soigneusement examiné et discuté par la Commission d'Alsace-Lorraine de la Chambre, a été adopté le 24 décembre 1921 par la Chambre, après de profonds remaniements, transmis au Sénat le 26 décembre 1921, et adopté par celui-ci, sans modification, le 13 juin dernier.

Nous nous proposons d'en étudier les principales dispositions.

CHAPITRE IV

Le règlement de la question monétaire en Alsace et en Lorraine : La Loi du 22 juin 1922

La loi du 22 juin 1922 relative à la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine contient une série de dispositions qui peuvent être classées en trois catégories différentes.

Les premières dispositions concernent les banques que l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918 a obligées à rembourser les dépôts à vue et à préavis au taux de 1 fr. 25 pour un mark et qui, pour être mises en mesure d'effectuer ces remboursements, doivent recevoir du Trésor la contre-valeur.

Les autres visent certaines institutions de crédit qui jouent un rôle de prévoyance sociale et auxquelles la valorisation d'une part, les dispositions du traité de paix et la dépréciation du mark, d'autre part, ont créé une situation souvent très difficile.

Enfin, les dernières dispositions concernant des intérêts particuliers ont pour objet de régler certains cas individuels.

I^o ETUDE DES MESURES ESSENTIELLES PRISES PAR LA
NOUVELLE LOI RELATIVEMENT AUX BANQUES ET INS-
TITUTIONS DE CRÉDIT.

Ces mesures font l'objet des trois premiers articles du projet de loi tel qu'il a été voté par la Chambre des Députés, après modifications apportées par la Commission d'Alsace-Lorraine. Nous avons exposé plus haut les nombreuses difficultés auxquelles avait donné lieu la mise en application des principaux textes relatifs à la réforme monétaire, l'arrêté du 26 novembre 1918 et la loi du 23 avril 1919. L'article 9 de l'arrêté mettait à la charge des banques d'Alsace et de Lorraine l'obligation de rembourser, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, les dépôts à vue et à préavis effectués par des alsaciens, des lorrains, des français ou des ressortissants de pays alliés ou neutres, s'ils étaient toutefois domiciliés dans le pays avant le 1^{er} août 1914. La loi du 23 avril 1919 (article 2) décidait, en outre, en vue de permettre aux banques de procéder à ces remboursements, qu'elles recevraient les francs nécessaires en échange de la remise au Trésor d'une partie correspondante de leur actif liquide, évalué au même taux de 1 fr. 25 par mark. Mais, en pratique, l'opération n'a pas été réalisée comme elle était prévue, et au lieu de recouvrer elles-mêmes leurs créances en marks en Allemagne, au cours du jour, les ban-

ques ont produit leur actif marks à l'Office de Compensation, conformément aux dispositions de l'article 72 du Traité de Versailles qui fixe le taux des créances des Alsaciens et des Lorrains sur l'Allemagne à 0, 8134, taux moyen coté à la Bourse de Genève pendant le mois qui a précédé le 11 novembre 1918.

Néanmoins, pour obtenir que les comptes de dépôts fussent débloqués et pour mettre un terme au développement d'une crise économique qui aurait pu devenir dangereuse, l'Etat a, comme nous l'avons déjà vu, payé aux banques un certain acompte sur les sommes en francs à mettre à leur disposition. C'est au moment où M. Millerand a été chargé de prendre le poste de Commissaire Général de la République qu'il assura aux industriels, commerçants ou particuliers, que des avances leur seraient faites ; et, en juin 1919, une avance de 60 % du montant total nécessaire fut consentie. Le solde n'a d'ailleurs pas été versé ; le traité de Versailles n'a pas permis, en effet, la réunion des conditions inscrites dans la loi du 23 avril 1919, puisqu'il décide que les banques recouvreront leurs créances sur l'Allemagne en francs et qu'elles remettront au Trésor non des mark liquides, mais bien des francs à raison de 0 fr. 8134 pour un mark sous déduction du droit de commission perçu par l'Office de compensation. D'où l'obligation, pour

le Trésor, de verser aux banques la différence entre la somme ainsi recouvrée au taux de 0 fr. 8134 et la somme qu'aurait donnée le recouvrement intégral au taux de 1 fr. 25 pour un mark. C'est là précisément l'objet de l'article 1^{er} du projet de loi tel qu'il a été présenté par le Gouvernement à la Chambre; nous nous proposons d'analyser les principales dispositions de ce projet de loi, avant d'indiquer les modifications apportées, par la suite, au texte primitif, par la Commission d'Alsace-Lorraine.

L'article 1^{er} du projet, en mettant à la charge du Trésor le paiement des 40 % restant à verser aux banques, a voulu ménager les ressources de la trésorerie, et il a décidé que la couverture du solde restant dû aux banques, leur serait assurée au moyen d'obligations décennales de la défense nationale, portant intérêt à 5 %. Cette remise d'obligations ne doit avoir lieu que pour un montant égal « à la différence entre les avances déjà reçues du Trésor par les banques intéressées, et la somme totale qu'elles seraient susceptibles de recevoir ». Mais la somme totale en question ne peut être que « la somme totale qu'elles seraient susceptibles de recevoir en contre-partie de leurs avoirs en monnaies allemandes dont, après recouvrement des créances constituant ces dits avoirs, la conversion en francs, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, doit être effectuée conformément à l'article 2 de la loi du 23 avril 1919 ».

Mais, comme la période pendant laquelle le recouvrement des créances sur l'Allemagne peut être plus ou moins longue, qu'il faut même prévoir le cas où certaines de ces créances seraient irrécouvrables, ce qui mettrait l'Etat dans la situation d'avoir fait des avances sur des avoirs nuls, il est établi, dans l'article 1^{er}, que 25 % des obligations remises seront nominatives; ces obligations ne seront pas cessibles et ne porteront pas intérêts, tant que le recouvrement des créances n'aura pas été effectué pour un montant correspondant au total des acomptes déjà versés et à la valeur des obligations négociables. Ces obligations nominatives ne seront débloquées, c'est-à-dire ne deviendront négociables et ne porteront intérêts qu'au fur et à mesure et dans la limite des recouvrements ultérieurs. Le projet primitif décidait que les recouvrements opérés par l'intermédiaire de l'Office de compensation serviraient d'abord à verser au Trésor les montants correspondant aux acomptes déjà payés antérieurement; puis, les 75 % en obligations négociables de l'avance prescrite par la loi, enfin pour le surplus, et, au fur et à mesure des recouvrements, les obligations nominatives redeviendront négociables.

Un exemple permettra de saisir plus facilement le mécanisme prévu par l'article 1^{er} du projet. Soit une banque alsacienne dont les avoirs en monnaies allemandes sont constitués par 160 millions de

marks de créances sur l'Allemagne. Elle a droit, par conséquent, à 200 millions de francs, en vertu de l'arrêté du 26 novembre 1918. Il lui a déjà été avancé un premier acompte de 120 millions de francs environ (60 % du total à recevoir); le solde à lui verser en exécution des dispositions du projet de loi sera de 80 millions de francs, représentés par des obligations décennales à raison de 60 millions d'obligations immédiatement négociables (75 %) et 20 millions essentiellement nominatives (25 %). Les créances de cette banque sur l'Allemagne seront, d'autre part, recouvrées au taux de 0,8134, ce qui donnera 130.144.000 francs. On sait que sur cette somme 60 % ou 78.086.400 francs correspondent à l'acompte de 120 millions de francs déjà payé et 40 % ou 52.057.600 frs. aux 80 millions d'obligations dont 39.043.200 francs (75 % de 52.057.600 francs) pour les obligations négociables et 13.014.400 francs (25 % de 52.057.600 francs) pour les obligations nominatives. Ces dernières obligations nominatives, non négociables, ne pourront commencer à être débloquées que lorsque l'office de compensation aura versé au Trésor 78.086.400 francs plus 39.043.200 francs soit 117.129.600 francs, et au fur et à mesure des versements complémentaires, les obligations étant complètement libérées lorsque ces versements auront atteint 13.014.000 francs.

Ce procédé, tel qu'il avait été prévu par le Gouvernement, d'après lequel, au cas où des créances seraient reconnues irrécouvrables, le remboursement au Trésor des avances correspondantes serait effectué par les banques, d'abord au moyen de l'annulation des obligations nominatives, et ensuite, s'il y avait lieu, par un versement d'espèces, fut l'objet, à la Chambre des Députés, de nombreuses critiques; on lui reprocha d'aboutir à des résultats contraires à l'équité. Si en effet, observa-t-on, l'actif recouvré par l'intermédiaire de l'Office de compensation ne suffit pas à assurer la couverture des avances du Trésor, la banque intéressée ne pourra jamais recevoir la contre-valeur totale de son passif convertible, puisque les obligations nominatives qui lui auront été remises seront annulées en partie. Ce résultat est loin d'être conforme aux intentions qui avaient inspiré la loi du 23 avril 1919. Le recouvrement, par l'intermédiaire de l'Office de compensation, n'est en somme qu'une modalité de réalisation de l'actif mark dont une part liquide est reprise par le Trésor contre remise de francs pour permettre aux établissements de crédit de remplir les obligations auxquelles l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918 les astreint. Devant la force de ces arguments, la Commission d'Alsace-Lorraine de la Chambre estima qu'il y avait lieu d'autoriser les banques à compléter la couverture due au Trésor

d'abord, par le versement de marks effectifs provenant du bilan arrêté au 30 novembre 1918; ensuite, par voie d'annulation des obligations nominatives; enfin, par le versement de francs effectifs; et la Chambre adopta cette manière de procéder.

Ce n'est pas tout; l'article 1^{er} prévoyait que la couverture des avances consenties aux banques par le Trésor serait assurée, en principe, par le versement à ce dernier du produit de l'actif marks des banques recouvré par l'intermédiaire de l'Office de compensation; le Trésor devait ainsi recevoir 0 fr. 8134 par mark valorisé par lui au taux de 1 fr. 25. Mais l'Office retenant une commission représentant 2, 50 % du montant des recouvrements opérés, le projet laissait donc le droit de commission à la charge des banques et ce n'est que le produit net des recouvrements qui devait venir en couverture de leurs obligations envers le Trésor. La Commission d'Alsace et Lorraine proposa de ne point exiger des banques le versement d'un complément de couverture correspondant à la différence entre le taux brut et le taux net des recouvrements opérés pour leur compte par l'Office, pour cette raison très valable que les banques avaient pris l'engagement d'affecter en premier lieu au remboursement des avances tous encaissements provenant de la liquidation de leur actif marks et que

l'encaissement réel est non pas 0, 8134 par mark mais bien ce taux diminué du droit de commission perçu par l'Office. La Chambre a suivi sa commission dans ces propositions.

Toujours en ce qui concerne les banques et établissements de crédit, l'article 2 du projet du Gouvernement décidait qu'en supplément des sommes à verser au Trésor en couverture des avances qu'il avait consenties, il lui était également accordé le produit des intérêts moratoires prévus au paragraphes 22 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles, afférents aux recouvrements effectués par l'Office, sans que ce produit puisse donc en venir en déduction des sommes à verser au Trésor, en couverture de ses avances, mais la Chambre a objecté avec raison que les intérêts versés par l'Allemagne par suite des retards apportés dans le règlement de dettes contractées envers des particuliers, ne pouvaient être considérés comme constituant un encaissement provenant de la réalisation de l'actif marks des banques et qu'il y avait lieu, en conséquence, d'en imputer le montant sur la couverture des avances à fournir au Trésor. Elle a jugé, d'autre part, que les avances en francs faites aux banques leur avaient été consenties sans intérêt, et que le maintien de la disposition contenue **dans le projet** gouvernemental serait une véritable atteinte à cet engagement.

Une nouvelle question s'est posée en ce qui concerne les conditions dans lesquelles doivent être réalisés les versements au Trésor prévus à l'article 2 du projet de loi. On sait que les banques alsaciennes et lorraines se trouvaient, conformément à l'article 72 du Traité, tenues de verser à l'Office de Compensation de Strasbourg, au taux de 0 fr. 8134 pour un mark, le montant de leurs propres dettes envers les Allemands résidant en Allemagne, lorsque ces dettes figuraient dans les diverses catégories énumérées à l'article 296 du Traité de paix. Elles ont demandé que les recouvrements effectués pour leur compte par l'Office fussent appliqués à l'extinction de ces dettes, avant d'être affectés au remboursement des avances faites par le Trésor. Elles ont soutenu, en effet, qu'il n'avait été tenu compte, pour l'établissement des crédits de valorisation, que du seul passif à court terme exigible au taux de 1 fr. 25 avant le 31 mai 1919 et que l'absorption par le Trésor, en couverture de ses avances, de la totalité, dans certains cas, de l'actif recouvrable par l'intermédiaire de l'Office, serait de nature à déséquilibrer le bilan des établissements intéressés qui seraient dans l'obligation de trouver, par ailleurs, les ressources nécessaires pour faire face non seulement au passif converti au taux de 1 fr. 25 et non valorisé par le Trésor, mais encore au passif payable à 0, 8134; ce serait, en somme, affaiblir de beaucoup l'aide

financière apportée par l'Etat aux banques alsaciennes et lorraines. Mais si l'on décide, au contraire, qu'aucune somme provenant de recouvrements sur l'Allemagne, effectués pour le compte des banques, ne sera versée au Trésor par l'Office de compensation avant que n'aient été éteintes les créances que l'Office a le droit de recouvrer, au taux de 0 fr. 8134, sur les établissements de crédit, il en résultera, a-t-on dit, que le Trésor perdra, au moins partiellement, l'avantage d'obtenir, au taux de 0 fr. 8134, la couverture qui lui est due, lorsque celle-ci est égale ou inférieure au total des recouvrements effectués par l'Office pour un établissement donné, et qu'il assumerait, en plus, dans tous les cas, le risque de non recouvrement au taux de 0, 8134 des créances contestées par l'Allemagne venant en excédent des dettes de la banque dont le montant est à verser à l'Office de compensation. Il est certain que ce risque était loin d'être analogue à celui qu'aurait pu courir le Trésor s'il avait purement et simplement escompté aux banques une partie de leur actif allemand; il n'en est pas moins vrai que le Trésor ne pouvait consentir ce nouveau sacrifice. Après avoir été longuement discutée, la question aboutit à une combinaison finalement votée par la Chambre, d'après laquelle les sommes à verser par l'Office de Compensation au Trésor ne devront pas dépasser le montant des recouvrements afférents aux

créances déclarées par la banque intéressée, déduction faite de ses dettes payables au taux de 0,8134. Ainsi le Trésor ne récupérera donc pas, au taux de 0,8134, l'intégralité de la couverture qui lui est due, mais, par ailleurs, la banque conservera à sa charge le paiement de celles de ses dettes qui ne trouveraient pas en fait leur contre-valeur dans les créances produites à l'Office de compensation. Le texte primitif du projet déposé par le Gouvernement ne comportait que deux articles relativement aux mesures à prendre concernant les banques. Un article nouveau (art. 3) ayant trait aux bases sur lesquelles doivent être établis les décomptes de francs à verser aux banques en exécution de la loi du 23 avril 1919, a été introduit par la Chambre sur la proposition de la Commission d'Alsace-Lorraine. Cet article a pour objet d'autoriser la valorisation à 1 fr. 25 pour un mark, à la charge exclusive du Trésor, des dividendes non distribués des exercices antérieurs figurant sous un poste spécial du bilan des banques au 30 novembre 1918. On a justement considéré, en effet, que certains établissements, dont les actionnaires pouvaient être français, avaient pu ne pas distribuer, pendant la guerre, les bénéfices qui auraient dû revenir pour partie à ces actionnaires et être frappés de mesures de séquestre par les autorités allemandes. D'autres maisons, dont les communications avec leurs succursales et agences de

France avaient été interrompues, s'étaient trouvées dans l'impossibilité d'établir des bilans réguliers. Ainsi qu'on l'a dit très exactement, on peut considérer les dividendes non distribués pour ces diverses raisons comme formant de véritables « dépôts en puissance » au profit des actionnaires et ils doivent être compris comme tels dans le passif valorisable en application de l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918. Le montant total de ces dividendes arriérés pour les exercices 1914 à 1917 inclusivement s'élève à 16.000.000 de marks (20 millions de frs) approximativement. Quant à l'exercice 1918, il n'était pas encore arrêté au 30 novembre 1918 et ne doit pas, par conséquent, entrer en ligne de compte.

Telles sont les modifications apportées par la Chambre au texte du Gouvernement concernant les banques et les établissements de crédit alsaciens et lorrains. Notons qu'il avait été proposé d'étendre, dans une large mesure, l'intervention du Trésor en leur faveur au delà des limites fixées par l'article 2 de la loi du 23 avril 1919, c'est-à-dire au delà de ce qui était nécessaire pour permettre aux établissements de crédit de convertir au taux de 1 fr. 25 par mark leur passif à court terme remboursable à ce taux par application de l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918. Les différentes propositions faites dans ce sens ont été rejetées après discussion par la

Commission d'Alsace-Lorraine, et celle-ci a même écarté, après avoir entendu les représentants des banques intéressées et aussi ceux du Gouvernement, toute disposition tendant à restreindre les éléments de l'actif exigible en francs au taux de 1 fr. 25 à imputer sur le passif convertible au même taux en déduction de l'intervention du Trésor. La Commission a motivé sa décision par ce fait que l'adoption de pareilles mesures constituerait, en pratique, une véritable valorisation indirecte, à la charge du Trésor, du capital et des réserves des banques.

D'ailleurs, les modifications apportées au projet primitif par la Commission d'Alsace-Lorraine et adoptées par la Chambre, sont déjà dans l'ensemble fort importantes, et se traduisent, comme l'indique le rapport fait par M. Bérenger au nom de la Commission sénatoriale des finances, par un surcroît appréciable de charges pour le Trésor. Ces modifications n'en ont pas moins été ratifiées par le Sénat qui a estimé que les nouvelles mesures, si lourdes fussent-elles, étaient la conséquence inévitable des dispositions contenues dans l'arrêté du 26 novembre 1918 et dans la loi du 23 avril 1919.

2°. — MESURES CONCERNANT LES DIVERSES INSTITUTIONS SOCIALES.

Parmi les institutions de crédit auxquelles

incombe un rôle de prévoyance sociale et qui, par suite de la dépréciation du mark, ne sont plus en mesure de faire face à leurs charges et de remplir leur tâche sans l'aide de l'Etat, la loi nouvelle vise expressément la caisse des dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine, le Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine, les caisses d'épargne avec garantie communale, les caisses postales d'épargne de Strasbourg et de Metz, la caisse d'épargne des employés alsaciens des chemins de fer, les caisses Raiffeisen, la Fédération des Syndicats agricoles. Elles font l'objet des articles 4 à 16 du projet de loi tel que l'a adopté la Chambre des Députés. Avant d'examiner successivement les mesures qui sont prises à l'égard de chacune d'elles, rappelons ce qu'écrivait, dès le mois d'août 1919, une haute autorité financière :

« Les Syndicats ouvriers en Alsace possèdent; ils recueillent des cotisations, achètent des valeurs, paient des allocations. Aujourd'hui, les adhérents qui ont droit à un secours de chômage de 4 marks, réclament 5 francs, mais la caisse du Syndicat, ne pourra évidemment payer ces 5 francs qu'après avoir échangé les 100.000 marks qu'elle possède, contre 125.000 francs de rentes françaises.

« Les caisses agricoles, les assurances, tous les commerçants, les industriels qui ont emprunté des marks à leurs banques, à leurs commanditaires, tous

se voient aujourd'hui réclamer 125 francs pour 100 marks.

« Mais quand eux-mêmes sont munis de titres ou d'effets en marks dont les souscripteurs sont Allemands. que peuvent-ils faire ?

a) CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS D'ALSACE ET DE LORRAINE (ARTICLE 4).

Aucune modification n'a été apportée par la Chambre sur ce point au texte primitif du Gouvernement. La Caisse des dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine a été mise, par suite de la valorisation, d'une part, du traité de paix et de la dépréciation du mark, d'autre part, dans une situation particulièrement difficile. Elle se trouve, en effet, tenue de rembourser presque tous ses créanciers au taux de 1 fr. 25 pour un mark, alors que la plus grosse partie de son actif est constituée soit par un portefeuille allemand, soit par ses soldes en compte-courant à la Reichsbank et au compte de chèques postaux de Carlsruhe. Pour permettre à la caisse de faire face à ses engagements, l'Etat français devait lui prêter son concours. L'article 4 de la loi nouvelle décide que ce concours du Trésor se fera sous forme d'avances annuelles et sous forme d'une subvention définitive.

Et d'abord, sous forme d'avances annuelles : chaque année, à titre d'avance, il sera attribué à la

Caisse des dépôts, par imputation sur un crédit qui sera inscrit à cet effet au budget du Ministère des finances, une somme égale au produit de 1 fr. 25 par le montant brut des arrérages en marks du portefeuille allemand et des titres de ce portefeuille remboursés pendant l'année. La composition de ce portefeuille sera celle qui figurait au bilan du 30 novembre 1918 après déduction des valeurs produites à l'Office de vérification et de compensation de Paris. Les avances afférentes aux exercices 1918 et 1919 seront diminuées du montant des francs à encaisser par l'intermédiaire de l'Office de compensation de Strasbourg. Le remboursement de ces avances sera effectué au moyen de marks effectivement recouvrés par la Caisse. Ces marks seront gérés par elle pour le compte du Trésor et productifs d'un intérêt de 3 %; ils seront mis à la disposition du Ministre des Finances qui pourra les réaliser au mieux des intérêts du Trésor, et les avances seront considérées comme éteintes à raison de 1 fr. 25 pour un mark réalisé. Quant à la différence avec le taux effectif de réalisation, elle devra être imputée sur les crédits ouverts à cet effet au budget du Ministère des finances. Enfin, les avances du Trésor à la Banque prendront fin dès que le cours du mark sera de 1 franc français.

Le concours du Trésor se fera ensuite sous forme d'une subvention définitive : le Trésor allouera à la

Caisse des Dépôts une subvention en capital à imputer sur un crédit qui sera inscrit au budget du Ministère des finances dont le montant sera déterminé d'après le total des soldes, multiplié par 1 fr. 25, de son compte-courant à la Reishsbank et de son compte de chèques postaux, à Carlsruhe, et déduction faite des sommes recouvrées en francs sur ces soldes par l'entremise des offices de compensation de Paris et de Strasbourg.

Enfin, la Caisse des dépôts n'aura plus à assurer le remboursement annuel du 20^e des comptes B des caisses d'épargne, tant que le mark n'atteindra pas une valeur de 1 franc français.

Il est certain que le portefeuille allemand de la Caisse des dépôts et consignations d'Alsace-Lorraine aurait subi une importante modification si la réclamation introduite en juillet 1920 auprès de l'Office des biens et intérêts privés en vue de la reprise par l'Allemagne des valeurs de l'actif de ladite caisse, correspondant aux avoirs français séquestrés contre versement de ces avoirs au taux de 1,2276 pour un mark augmenté des intérêts à 5 %, avait eu une suite favorable. Le 10 novembre 1921, le directeur de la Caisse des Dépôts ayant reçu communication de diverses pièces d'après lesquelles l'Allemagne paraissait consentir à tenir compte de la réclamation en question en ce qui concerne le capital, un projet de contrat fut immédiatement

préparé par les soins de la Caisse des dépôts en vue de fixer les bases de l'accord éventuel tant au point de vue du capital que des intérêts, et l'autorisation fut donnée au début de 1921 à l'Office des Biens et intérêts privés de traiter sur ces bases, en réservant s'il le fallait, la question des intérêts que le Tribunal arbitral mixte aurait pu, le cas échéant, être chargé de trancher; mais, depuis lors, la caisse des dépôts n'ayant reçu aucune communication concernant ces réclamations, il a paru indispensable de voter le texte de l'article 4 dans les termes où nous venons de le commenter.

b) LE CRÉDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE (ART. 5). — C'est un acte du 8 février 1872 qui a décidé la création du Crédit Foncier et communal d'Alsace et de Lorraine comme société anonyme au capital de 12 millions de frs. Cette puissante institution est une société essentiellement alsacienne et lorraine, tant par sa direction et ses employés, que par ses actionnaires et porteurs de lettres de gage. En vertu de ses statuts, rédigés conformément aux décrets français des 28 février 1873, 17 juin 1857 et à la loi allemande du 13 juillet 1899, le Crédit Foncier s'est principalement livré de tout temps à des affaires hypothécaires par lettres de gage, mais il s'est cependant adjoint une division financière, destinée à gérer les fonds disponibles de

la société plutôt qu'à faire des opérations de banque.

Le processus des opérations généralement suivi était celui-ci; après avoir accordé des premières hypothèques sur immeubles, et régularisé l'acte qui les constatait, la société soumettait le dossier au commissaire du Gouvernement qui donnait l'autorisation d'émettre des lettres de gage pour un montant égal à celui des hypothèques. Le bénéfice de la société consistait donc, au moins pour la plus grande partie, dans la différence entre le taux des hypothèques et celui des lettres de gage.

La Société émettait également des obligations communales gagées par des emprunts communaux. C'est d'abord exclusivement en Alsace et en Lorraine qu'ont été effectuées les opérations du Crédit Foncier, mais peu à peu, son champ d'action s'est étendu jusqu'en Allemagne, parce qu'il ne trouvait plus en Alsace et Lorraine les hypothèques nécessaires devant former la couverture des lettres de gage délivrées au public.

Au 30 novembre, la situation du Crédit Foncier était approximativement la suivante :

Hypothèques	M.	194.000.000
dont en Alsace-Lorraine		87.000.000
en Allemagne		107.000.000
Emprunts commu-		
ciaux	M.	29.500.000

dont en Alsace-Lorraine	3.500.000
en Allemagne	26.000.000

Comme contrevaieur, la circulation était la suivante :

Lettres de gage 4 %	76.300.000
» » » 3,5 %	115.000.000
Obligations communales	
4 %	20.000.000
3,5 %	7.300.000

Au cours des années de guerre, les débiteurs alsaciens ou lorrains, ayant remboursé toutes leurs dettes, ne recherchaient pas d'hypothèques et c'est ainsi que la couverture pour les lettres de gage fit défaut. Pour y suppléer, le Crédit Foncier se trouva dans la nécessité, ou de déposer des fonds d'Etat allemands entre les mains du Commissaire du Gouvernement, ou de rechercher des hypothèques en Allemagne; c'est à cette seconde solution qu'il se rallia pour éviter de souscrire à des emprunts de guerre allemands.

La situation de l'établissement était d'ailleurs très prospère. Le bilan au 30 novembre 1918 accusait un bénéfice net de 2.600.000 marks, mais l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918 devait gravement compromettre cette situation; on sait qu'il décide que les valeurs exprimées dans les contrats (y compris les titres émis par les sociétés inscrites

sur un registre de commerce d'Alsace ou de Lorraine) passés en marks entre Alsaciens-Lorrains ou certains autres bénéficiaires seront converties en francs, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, à partir du 1^{er} décembre 1918. L'arrêté du 26 novembre 1918 ne vise en aucune façon les Allemands; ceux-ci, même domiciliés en Alsace ou en Lorraine, ne doivent aux Alsaciens et aux Lorrains que des marks au cours du jour, alors que dans le même cas, les Alsaciens et les Lorrains se trouvent tenus de rembourser au taux de 1 fr. 25 les marks dont ils sont débiteurs. Ainsi donc, les débiteurs du Crédit foncier d'origine allemande ne sont obligés de rembourser les marks dont ils sont redevables qu'au cours du change au jour du remboursement. Actuellement, le mark valant à peine un centime, il s'ensuit pour le Crédit Foncier une perte énorme sur la réalisation d'un total approximatif de 135 millions de marks. Comme, d'autre part, les lettres de gage en circulation sont presque toutes entre des mains alsaciennes, lorraines ou françaises, le Crédit Foncier sera chargé, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, du paiement de la presque totalité des intérêts de 220 millions de lettres de gage et d'obligations communales ainsi que des titres sortis aux tirages.

Cette situation, dans laquelle le Crédit Foncier a été placé par l'arrêté du 26 novembre 1918, devait aboutir à la ruine de la société, si l'Etat ne venait

pas, dès maintenant, à son aide. Et cette aide est d'autant plus urgente et indispensable que les titres de cet établissement ont servi pour le placement des fortunes des mineurs, des communes et de la petite épargne en général. C'est pourquoi la Chambre d'abord, le Sénat ensuite ont adopté l'article 5 du projet de loi; celui-ci porte ratification de la convention qui a été passée le 20 juillet 1920 entre M. Alapetite, commissaire de la République à Strasbourg, d'une part, et M. Gunzert, directeur du Crédit foncier, d'autre part, et dont le texte est reproduit à l'annexe de cette étude. En vertu de cette convention, le Crédit Foncier recevra, à titre d'avances et pendant 45 ans, une somme de 4.314.358 fr. 85 tous les six mois. Cette somme comprend, outre les intérêts, l'annuité destinée à l'amortissement, dans ce délai de 45 ans, d'un capital de 165.320.000 frs; les 165.320.000 frs. correspondent au total converti en francs des créances hypothécaires que le Crédit foncier possède en Allemagne. Quant au taux adopté (intérêts et amortissements), il est de 4,50 %, égal au taux moyen retenu pour les créances hypothécaires consenties.

Ainsi, les intérêts et les capitaux qui rentrent dans la caisse du Crédit Foncier du fait des placements effectués en Allemagne se trouvent intégralement valorisés. Et d'autre part, les annuités ne sont consenties au Crédit Foncier qu'à titre de prêts

à intérêts; l'Etat se trouvera crédité de sommes en marks égales au montant des hypothèques allemandes à raison de 50 %, une fois les réserves ordinaires constituées. Cette participation du Trésor étant destinée à amortir la dette de la société durera autant que cette dette à moins que le mark n'atteigne, à nouveau, le pair du franc. Dans ce dernier cas, en effet, l'Etat pourra exiger que les marks portés à son crédit soient employés à éteindre la dette contractée vis-à-vis du Trésor.

Tels sont les principaux points de la convention conclue avec le Crédit Foncier; il importe de signaler ici que cette convention n'est valablement passée que sous réserve que les prêts hypothécaires consentis sur des immeubles situés en Alsace ou en Lorraine, à des ressortissants des pays ex-ennemis, soient remboursables au taux de 1 fr. 25 pour un mark. Dans le cas où cette éventualité ne se réaliserait pas, il est certain qu'une intervention complémentaire du Trésor serait rendue nécessaire. Cette réserve est motivée par ce fait que des instances judiciaires relatives au taux du règlement des créances hypothécaires de l'espèce sont actuellement en cours.

c) LES DIFFÉRENTES CAISSES D'ÉPARGNE (ART. 6, 7, 8, 9, 10 et 11). — En ce qui concerne les diverses caisses d'épargne, les caisses d'épargne avec garan-

tie communale d'Alsace et de Lorraine, les caisses postales d'épargne de Strasbourg et de Metz, et la caisse d'épargne des employés alsaciens de chemins de fer, elles fournissent, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un état faisant ressortir, à la date du 1^{er} décembre 1918, le montant des dépôts remboursables et des intérêts payables au taux de 1 fr. 25. On a fait remarquer, avec raison semble-t-il, que ces conditions n'étaient que difficilement exécutables et la Chambre a adopté un texte nouveau en vertu duquel, dans un délai de trois mois, après l'expiration de chaque exercice, les Caisses d'épargne devront fournir les états et situations nécessaires en vue de l'application des dispositions qui les concernent.

Les mesures applicables à chacune des différentes caisses d'épargne sont à peu près identiques.

Les Caisses d'épargne avec garantie communale d'Alsace et Lorraine recevront, à la fin de chaque exercice, dans la limite du montant des arrérages de leur portefeuille allemand valorisé au taux de 1 fr. 25 pour un mark et à titre d'avance imputable sur les crédits inscrits à cet effet au budget du Ministère des finances, une somme égale à la différence existant entre, d'une part, les arrérages de leur portefeuille non allemand, et, d'autre part, les frais généraux d'administration et les dépenses afférentes au paiement des intérêts dûs aux déposants (art. 7).

Les Caisses d'épargne postales de Strasbourg et de Metz recevront également, à la fin de chaque exercice, et dans la même limite, une somme égale à la différence entre l'intérêt en francs des prêts hypothécaires ou chirographaires qu'elles ont consentis et les dépenses afférentes au versement à leurs déposants d'un intérêt égal à celui qu'attribuent les caisses d'épargne avec garantie communale (art 8).

Enfin, la caisse d'épargne des employés alsaciens de chemins de fer recevra, à la fin de chaque exercice, toujours à titre d'avance, une somme égale au montant multiplié par 1 fr. 25, des arrérages de son portefeuille allemand tel qu'il était composé à la date de constitution de la caisse (art. 9).

Toutes ces avances produiront intérêts composés au taux de 3 %. Elles cesseront, et leur remboursement sera effectué, lorsque le cours du mark sera suffisant pour permettre aux caisses d'épargne avec garantie communale et aux caisses d'épargne postales de faire face, par leurs propres moyens, aux charges qui leur incombent telles qu'elles sont définies plus haut. En ce qui concerne la Caisse d'épargne des employés alsaciens des chemins de fer, le remboursement des avances devra toutefois commencer dès que le cours du mark sera de un franc français.

L'article 10 prévoit, en outre, que dans le cas où les caisses d'épargne se trouveraient dans l'impos-

sibilité de faire face, avec leurs propres ressources, à des demandes de retraits, elles pourront recevoir du Trésor des avances complémentaires également productives d'intérêts composés à 3 %; ces avances seraient d'ailleurs remboursables dans les conditions précédemment indiquées.

L'article 11 stipule, enfin, que du montant de la première avance, sera déduit le montant des arrérages du portefeuille allemand recouvrables au taux de 0,8134 pour un mark.

d) LES CAISSES RAIFFEISEN (ART. 12 ET 13). — Les caisses rurales d'Alsace et de Lorraine système Raiffeisen (Landliche Spar und Darlehenskassen) ont pour objet de procurer à leurs membres des avances et des crédits; elles s'appliquent à faciliter leurs travaux et à pousser le développement de toutes exploitations agricoles (achats en commun des produits nécessaires à l'agriculture, ventes de produits agricoles, acquisition ou location de machines, etc.) A ce rôle économique déjà très important s'ajoute un rôle d'ordre moral, les caisses recherchent le perfectionnement intellectuel de leurs adhérents en le basant sur le christianisme et le respect des lois. Parmi les multiples avantages que retirent les membres de l'association, on doit signaler celui de pouvoir déposer des fonds en compte avec intérêts, de prélever des avances, d'obtenir des ouvertures de

crédit, de prendre part aux achats et aux ventes en commun de produits agricoles. En revanche, les membres de la société s'obligent personnellement avec elle, et engagent leur fortune d'une façon illimitée. Ce sont des associations agricoles d'entraide mutuelle et d'inspiration quelque peu mystique; elles se sont beaucoup développées en Alsace et en Lorraine puisqu'elles comprennent près de 60.000 adhérents. On les a considérées de tout temps comme des institutions d'épargne et de prêt et non comme des établissements de crédit pour cette raison qu'elles n'effectuent pas, à proprement parler, des opérations de banque, et par conséquent, on ne leur a pas appliqué les dispositions de l'article 2 de la loi du 23 avril 1919. Mais il a paru nécessaire, malgré tout, leur passif se trouvant être immédiatement exigible puisqu'il représente des dépôts constitués par les disponibilités temporaires des agriculteurs, de les aider pour leur permettre d'exécuter facilement les obligations que l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918 a mises à leur charge. C'est ainsi que fut adopté, par la Chambre et le Sénat successivement, sans qu'aucune modification eût été apportée au projet du Gouvernement, l'article 12 en vertu duquel les caisses Raiffeisen recevront du Trésor des obligations décennales portant intérêt à 5 % pour un montant égal à la différence entre les sommes recouvrées par l'intermédiaire de

l'Office de compensation de Strasbourg sur la caisse centrale agricole de Berlin et la Reichsbank et le montant du capital de ces obligations. Cette différence sera imputée sur un crédit qui sera inscrit à cet effet au budget du Ministère des Finances. La Chambre a, en outre, introduit dans le projet du Gouvernement, un article 13 tendant à donner satisfaction à une demande ultérieurement présentée par les Caisses intéressées; cet article autorise les caisses Raiffeisen qui possédaient, au 30 novembre 1918, un portefeuille de valeurs allemandes à recevoir, à titre d'avance, une subvention annuelle correspondant à l'insuffisance reconnue de leurs ressources en francs pour faire face à ceux de leurs engagements à la même date du 30 novembre 1918, qui ont été convertis au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark, et jusqu'à extinction desdits engagements. On peut évaluer à 200.000 marks l'ensemble des arrérages annuels des valeurs allemandes possédées par ces caisses.

Telles sont les principales dispositions concernant les caisses Raiffeisen, mais elles ont paru insuffisantes et on a voulu en étendre l'application « aux associations coopératives de crédit à responsabilité limitée et illimitée d'Alsace et de Lorraine basées sur la loi allemande du 1^{er} mai 1889 ». Il semble cependant assez juste d'estimer que l'intervention du Trésor devait se borner aux seules caisses Raif-

feisen auxquelles ne pouvaient être assimilées les banques coopératives qui ont bénéficié par ailleurs des mesures générales qui ont été prises en faveur des banques alsaciennes et lorraines. Elles ne se distinguent d'ailleurs de ces dernières que par le mode de constitution de leur capital : tandis que les actionnaires d'une banque n'ont droit qu'à une certaine part de l'actif social net à la dissolution de la société, les membres des caisses Raiffesen peuvent demander le remboursement de leur apport à leur sortie de l'association. Et il ne faut pas exagérer la portée de cette différence car, sauf dans le cas de liquidation de l'association, les remboursements de parts sociales sont relativement peu importants et se trouvent compensés, dans la pratique, par les versements des nouveaux sociétaires. De plus, il a toujours été dans l'intention des rédacteurs du projet de loi de limiter l'intervention du Trésor en faveur des banques alsaciennes et lorraines à la valorisation du passif à court terme figurant à leur bilan au 30 novembre 1918, exigible au taux de 1 fr. 25 le mark, en application de l'arrêté du 26 novembre 1918, ce passif à court terme étant considéré comme le prolongement de la circulation monétaire en Alsace et Lorraine; mais de cette intervention on a toujours exclu le passif à long terme, et notamment le capital et les réserves des banques. L'adoption de l'amendement proposé en faveur des banques coo-

pératives aurait, en réalité, constitué une valorisation à la charge du Trésor de leur passif à long terme et de leur capital, opération inadmissible en raison de ses répercussions financières.

La situation des caisses Raiffeisen est actuellement la suivante. Par l'intermédiaire de l'Office de compensation à Strasbourg, le liquidateur de la Banque fédérale, représentant de la Caisse Raiffeisen en Alsace-Lorraine, a adressé à l'Office allemand une déclaration de créance sur la Centrale des Raiffeisen à Berlin.

Cette créance, atteignant 73 millions de marks environ, se divisait ainsi:

a) Liquidité en compte courant Marks	34.000.000
b) Dépôts à six mois	11.000.000
c) Dépôts à un an	27.000.000
d) Créance directe	300.000

La première partie a été reconnue sans difficulté par l'Office allemand à 0,8134 et versée à concurrence de 80 % par l'Office français au liquidateur. Quant aux autres sommes, elles ont été l'objet de nombreuses contestations, la Centrale de Berlin faisant valoir, notamment en ce qui concerne les dépôts à six mois ou à un an, qu'un délai de préavis était nécessaire pour le retrait, délai qui n'aurait pas été observé. L'Office français est appelé à faire connaître son point de vue. En cas d'échec des pour-

parlers directs, le Tribunal arbitral mixte se trouvera saisi de l'affaire.

e) *Fédération des syndicats agricoles d'Alsace et de Lorraine* (article 14). — L'article 14 de la loi nouvelle prévoit qu'il sera versé à la fédération des syndicats agricoles d'Alsace et de Lorraine, à titre d'avance remboursable, une annuité de 254.000 francs jusqu'au moment où la reprise du cours du mark permettra à la Fédération de faire face à ses charges par ses propres ressources, et, en tout cas, lorsque le cours du mark atteindra le pair du franc français; ces avances du Trésor seront remboursables avec intérêts composés à 3 % à la même date.

Le texte primitif du projet du gouvernement avait compris dans un article 13, parmi les caisses populaires agricoles, les syndicats agricoles contre les accidents de Strasbourg, Metz et Mulhouse. La Commission d'Alsace et de Lorraine de la Chambre a obtenu la suppression de cet article. Elle a estimé, en effet, que ces syndicats, plus exactement dénommés « corporations agricoles », comptaient au nombre des institutions régies par le Code des assurances sociales, et que le projet spécial d'intervention du Trésor, en faveur de ces institutions, actuellement à l'étude, devait leur réserver une place.

Telles sont les principales mesures prises par la loi du 22 juin 1922 en ce qui concerne les divers établissements de crédit. L'article 15 décide, en outre,

que la caisse des dépôts et consignations de Strasbourg assurera, pour le compte des caisses d'épargne qui en feront la demande, et moyennant un intérêt de 3 %, la gestion des marks provenant des arrérages du portefeuille allemand. Enfin, l'article 16 proroge de deux ans jusqu'au 31 décembre 1920, le délai d'un mois prévu à l'article 12 de l'arrêté du 26 novembre 1918, et visant les cas spéciaux que créerait l'application de l'article 11 (valorisation des contrats, transfert à une commission siégeant à Paris, présidée par un Conseiller d'Etat, des pouvoirs de décision que l'arrêté confiait au ministre des finances, et fixation à 4 millions du maximum des dépenses à engager de ce fait). Cette prorogation a été jugée nécessaire, parce que, soit que les dispositions de l'article 11 n'eussent pas été comprises immédiatement, soit que les cas visés par l'article 12 eussent été peu nombreux, les réclamations introduites dans le délai prescrit ont été fort peu importantes, elles se sont élevées à une cinquantaine environ, dont plusieurs remontent à l'année 1920.

3°) MESURES DIVERSES CONCERNANT LES PARTICULIERS, ET CAS SPÉCIAUX

a) *Valorisation des avoirs en marks possédés par certaines personnes hors d'Alsace-Lorraine (article 17).* — Parmi les dispositions spéciales ayant trait à

des cas individuels, l'article 17 autorise, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, la valorisation des avoirs en marks situés hors d'Alsace-Lorraine que possédaient, avant le 11 novembre 1918, les personnes suivantes :

Les Alsaciens-Lorrains et ressortissants des pays alliés ou neutres, domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914 qui ont pris, pendant la guerre, du service dans l'armée française.

Les Alsaciens-Lorrains et ressortissants des pays alliés ou neutres, domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914 qui ont été déportés, évacués ou expulsés par les autorités allemandes.

Cette énumération est, en principe, limitative, mais il appartiendra à la commission, prévue à l'article 16, et chargée de statuer sur les demandes présentées, d'apprécier si, dans certains cas exceptionnels, d'autres personnes ne remplissant pas exactement les conditions ci-dessus, pouvaient être admises à la valorisation en raison de leur conduite ou de la situation qui leur a été faite pendant la guerre.

b) *Valorisation des avoirs possédés par les Alsaciens et les Lorrains dans les succursales des banques allemandes établies en Alsace et en Lorraine (article 18).* — Le montant des avoirs que les Alsaciens et Lorrains possédaient dans les succursales des banques allemandes établies antérieurement

dans les provinces annexées, sera valorisé au taux de 1 fr. 25 pour un mark, dans les mêmes conditions que les autres dépôts. C'est l'article 18 de la loi nouvelle qui édicte cette disposition. Ces créanciers se trouvaient jusque-là soumis à l'article 72 du Traité de Versailles, et leurs créances n'étaient remboursées qu'au taux de 0,8134. Cette opération de valorisation figurera au débit du compte spécial institué par la loi du 23 avril 1919.

c) *Comptes de chèques postaux* (art. 19 et 20). — En vertu de l'article 19 de la loi, l'administration des postes est autorisée à ouvrir d'office des comptes de chèques postaux au nom des personnes qui possédaient précédemment dans les divers Postscheckämter de l'empire allemand des avoirs dont elles auront obtenu le remboursement par l'intermédiaire de l'office de vérification et de compensation de Strasbourg, et qui ne seraient pas encore titulaires d'un compte courant postal tenu par l'un quelconque des bureaux de chèques postaux existant sur l'ensemble du territoire. Le compte nouveau sera crédité du montant du recouvrement effectué sous déduction du droit de commission perçu par l'office. Dans le cas où les possesseurs de ces avoirs seraient titulaires d'un compte-courant postal tenu par l'un quelconque des bureaux de chèques postaux en France, ce compte serait crédité d'office du montant net du recouvrement.

L'article 20 décide, en outre, que, lorsque le titulaire du compte figurera parmi les personnes appelées à bénéficier des dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1918, et que, tout ou partie des recouvrements visés à l'article précédent, proviendront d'un dépôt que le déclarant possédait au Postscheckamt de Carlsruhe, il sera porté, au crédit du compte, une somme représentant la différence entre le montant de ce dépôt recouvré par l'Office, multiplié par 1 fr. 25, sans que cette différence puisse être versée sur un montant supérieur à l'avoir que le titulaire possédait au Postscheckamt de Carlsruhe à la date du 30 novembre 1918.

Il faut noter, ici, qu'aux termes d'une décision du ministre des finances du 27 février 1919, les avoirs que les Alsaciens et les Lorrains possédaient au Postscheckamt de Carlsruhe, devaient être valorisés au taux de 1 fr. 25 pour un mark, après recouvrement sur l'Allemagne dans la limite de leur montant au 30 novembre 1918. En vue d'assurer l'application de cette décision, on a envisagé les mesures suivantes: on doit notifier, à la direction générale des Finances d'Alsace et de Lorraine, périodiquement et sous bordereaux bi-mensuels, les recouvrements effectués par l'Office de Compensation de Strasbourg, au titre d'avoirs au Postscheckamt. L'administration des postes recevra communication de ces bordereaux, et ouvrira aux intéres-

sés des comptes de chèques postaux nouveaux qui seront crédités du montant de l'avoir recouvré valorisé au taux de 1 fr. 25 pour un mark, sous déduction du droit de commission perçu par l'Office de Compensation. Quant à l'administration des postes, elle sera elle-même créditée par l'Office de Compensation du montant net des recouvrements effectués par l'administration des Finances, de la différence entre le montant brut des recouvrements effectués par l'Office, et le montant des anciens avoirs au Postscheckamt de Carlsruhe valorisés au taux de 1 fr. 25 pour un mark au profit des titulaires appelés à bénéficier des dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1918, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine. Mais, en exécution de la loi du 7 janvier 1918, l'administration des postes ne peut ouvrir de comptes de chèques qu'aux personnes qui en font la demande; aussi, pour permettre l'ouverture de comptes d'office à tous les possesseurs d'avoirs au Postscheckamt de Carlsruhe, une disposition législative devait-elle intervenir. Les articles relatifs à la question, tels qu'ils ont été adoptés, rendront possible le paiement de tous les recouvrements réalisés par l'Office de Compensation de Strasbourg au titre d'avoirs possédés par les Alsaciens et les Lorrains dans les divers Postscheckämter de l'empire allemand, autres que celui de Carlsruhe.

A l'heure actuelle, l'Office de Compensation de Strasbourg n'a encore effectué aucun recouvrement au titre des avoirs alsaciens et lorrains au Postscheckamt de Carlsruhe, ou au titre des avoirs alsaciens et lorrains, dans les succursales des banques allemandes d'Alsace et de Lorraine.

d) *Liquidation du compte spécial (art. 21).* — Nous avons vu que la loi du 23 avril 1919 avait décidé l'ouverture d'un compte spécial où devait être porté, tant au débit qu'au crédit, le résultat des opérations découlant de la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine, et, dans la pensée des auteurs, de la loi, l'Allemagne devant faire seule les frais de l'opération de valorisation, les comptes débiteurs et les comptes créditeurs se seraient balancés exactement.

L'article 72 du Traité de Versailles a anéanti ces prévisions, et il est certain que la réforme monétaire dans nos provinces recouvrées, dans les conditions où elle a été entreprise et conduite, doit entraîner pour le Trésor une perte définitive assez sérieuse. L'article 21 de la loi du 22 juin 1922, a précisément eu pour objet de décider que cette perte, qui résultera de la différence entre le crédit et le débit du compte spécial, sera couverte au moyen d'un crédit qui figurera au budget du ministère des finances.

4°) MESURES D'EXÉCUTION.

La loi du 22 juin 1922 (articles 1 à 12), en autorisant le ministère des finances à faire des avances aux banques d'Alsace et de Lorraine et aux caisses Raiffeisen, et en fixant le montant de ces avances, avait expressément prévu que ces avances seraient réalisées par la remise d'obligations décennales 5 % de la Défense Nationale au cours établi pour l'émission des dites valeurs. Un décret du 5 septembre 1922 (*J. O.* du 7 sept. 1922) autorise, pour un montant égal à 270 millions de francs, l'émission d'une série spéciale d'obligations de la Défense Nationale dites 1922, à l'échéance du 1^{er} juillet 1932, productives d'un intérêt de 5 % calculé sur le capital nominal, et payable par portions égales et d'avance, les 1^{er} juillet et 1^{er} janvier de chaque année; il a expressément déclaré, dans son article 4, que ces obligations seraient destinées exclusivement à être remises aux banques d'Alsace et de Lorraine, et aux Caisses Raiffeisen en application de la loi du 22 juin 1922, et qu'elles ne pourraient pas être mises en souscription par le Trésor. Enfin le prix d'émission de ces obligations a été fixé à 94 fr. 83 pour 100 francs de capital nominal, majoré de la portion acquise pendant le cours du trimestre de la prime de remboursement, conformément aux indications d'un barème annexé au décret.

CHAPITRE V

Quelques aspects économiques de la réforme monétaire

LA VALORISATION DU CAPITAL ET DES RÉSERVES DES BANQUES.

Nous avons vu plus haut que la valorisation des dépôts en banque effectuée en application des arrêtés monétaires et de la loi du 23 avril 1919, avait donné lieu à des difficultés assez sérieuses de réalisation et que, notamment, le mode de détermination des éléments de l'actif, et de ceux du passif valorisables, avait été l'objet de nombreuses discussions. C'est ainsi, par exemple, que les banquiers d'Alsace et de Lorraine réclamèrent formellement du Gouvernement la valorisation du capital et des réserves, en faisant valoir que la transformation en francs au cours du change de ces différents postes, entraînerait pour eux une perte s'élevant à plus de la moitié de ce capital, ou de ces réserves.

Cette question est certainement, dans l'histoire de la réforme monétaire, l'une des plus caractéris-

tiques, par son importance d'abord, et ensuite par les vives polémiques auxquelles elle a donné lieu en Alsace et Lorraine. Nous allons en examiner les principaux traits.

Comme l'indiquent expressément certains des comptes-rendus des Assemblées générales des actionnaires des banques alsaciennes et lorraines, ainsi que la correspondance échangée entre celles-ci et les représentants du Gouvernement, ces banques ont demandé avec insistance que fussent valorisés, à la charge du Trésor, en même temps que les soldes créditeurs de leurs déposants, leur capital et leurs réserves. Quelques-unes allèrent même jusqu'à envisager l'éventualité d'une indemnité supplémentaire qui leur serait accordée afin de compenser le « manque à gagner » à elles imposé par suite des circonstances de la guerre. Le Syndicat des Banques et Banquiers d'Alsace et de Lorraine se fit l'écho de ces revendications, nous l'avons déjà dit.

Que faut-il penser de ces prétentions? Peuvent-elles être considérées comme légitimes, ou, au contraire, ne sont-elles que des réclamations arbitraires et par conséquent injustes? En tenant compte des motifs qui les ont inspirées, il est intéressant de les soumettre à un examen impartial et minutieux. Voici, d'ailleurs, dans l'ensemble, les observations que pouvaient suggérer les desiderata des banquiers alsaciens et lorrains.

D'abord, étaient-ils juridiquement fondés à prétendre assimiler les droits de leurs actionnaires à ceux de leurs déposants créditeurs? Il semble qu'on puisse répondre assez justement que les actions n'étant point des titres de créance, mais bien des titres de propriété, ces titres ne confèrent à leurs propriétaires qu'un droit à valoir sur les bénéfices réalisés, c'est-à-dire une part de ces bénéfices et un droit au partage de l'actif au moment de la liquidation de la société. Leur droit n'est donc ni exigible ni même déterminé, et il n'engendre à la charge du banquier aucune obligation définie et présente, qui doive nécessiter une intervention quelconque du Trésor. Invoquer par conséquent pour les droits des actionnaires, c'est-à-dire pour le capital, le même traitement de faveur que pour les droits des déposants, c'était, semble-t-il, ne pas faire suffisamment état de cette différence fondamentale de nature existant entre les deux catégories de droits.

Mais ce n'est point là la seule réplique que pouvaient suggérer les vœux des banques alsaciennes et lorraines. D'autres considérations théoriques, et aussi des considérations pratiques méritaient de retenir l'attention et démontraient qu'il aurait été, sinon dangereux, du moins inopportun de procéder à une valorisation du capital.

Considérations théoriques. — Ces considérations se rapportent à deux points de vue tout différents,

le point de vue financier et le point de vue comptable.

Au point de vue financier, il était à craindre que la valorisation, à la charge du Trésor, du capital alsacien des banques alsaciennes n'entraînât, par voie de conséquence logique, une valorisation analogue en ce qui concerne les banques allemandes, les entreprises alsaciennes constituées en sociétés par actions ou en sociétés de personnes, et, par extension inévitable, pour les particuliers capitalistes. Nous allons voir pourquoi.

En ce qui a trait aux entreprises, par actions et privées, l'argument invoqué par les banquiers, et qu'ils considèrent comme tout à fait spécial à leur situation, consiste à prétendre que la plus grande partie de leur capital, au lieu d'être immobilisée sous forme d'immeubles et de machines comme dans l'industrie, est représentée par des valeurs qui subissent une importante dépréciation du fait de l'avilissement du mark. Mais quelle que soit la justesse d'un pareil argument, il est permis de dire qu'il pouvait être à bon droit invoqué par des sociétés d'assurances, et par des sociétés financières autres que les banques, et qu'il était, de plus, également valable pour les entreprises commerciales dont le capital était constitué par des marchandises qui, par suite de l'ouverture des communications avec le marché français, subissaient une diminution

de prix considérable. C'est ainsi que l'on put voir à Strasbourg la majorité des magasins obligés de liquider l'ensemble de leurs stocks avec un rabais de près de 50 %, situation correspondant sans nul doute à un amoindrissement effectif du capital de ces maisons de commerce. Il en fut généralement de même dans l'industrie, par ce seul fait que les immeubles et les machines devaient également subir les risques inhérents à des concurrences nouvelles (caoutchouc, cuivre, huiles, etc...).

D'autre part, indépendamment de ces raisons d'assimilation logique, il est très probable que la valorisation du capital des banques aurait entraîné une valorisation obligatoire du capital des entreprises industrielles ou commerciales, commanditées par ces banques. Dans le portefeuille d'une banque, ce sont en effet les valeurs de commandite, éléments de l'actif non immédiatement réalisable, qu'il faut considérer plus particulièrement comme correspondant à l'utilisation du capital qui entre dans le passif non exigible, par excellence. Les banquiers disposant des crédits nécessaires à la valorisation de leur capital, auraient affecté normalement ces crédits à la consolidation de ces valeurs de commandite qui, elles-mêmes, constituaient précisément le capital d'entreprises commerciales et industrielles. On arrivait ainsi indirectement à ce résultat excessif que toute entreprise commanditée par une société

de banque aurait vu son capital valorisé par intervention du Trésor, alors qu'au contraire, toutes les entreprises commanditées par un groupe quelconque d'actionnaires non constitués en banque n'auraient pu jouir du même privilège. On aperçoit aisément les innombrables réclamations qu'auraient suscitées une pareille mesure, qui amenait inévitablement le Trésor à intervenir pour la valorisation du capital de toutes les sociétés alsaciennes et lorraines par actions en les assimilant à des banques par actions, et aussi pour la valorisation du capital de toutes les entreprises privées, en les assimilant à des banques privées.

Nous avons dit que les capitalistes privés se veraient, par suite de l'admission du capital et des réserves à valorisation, attribuer par le Trésor un profit représentant une plus-value sur les actions des banques alsaciennes qu'ils possédaient. Il est évident que ces capitalistes exigeraient le même profit sur les actions des banques allemandes, en faisant valoir que les créditeurs des banques allemandes sont, par ailleurs, traités comme les créditeurs des banques alsaciennes. D'où la nécessité d'étendre la valorisation du capital alsacien aux banques allemandes. Et d'autre part, les capitalistes privés ayant utilisé leurs fonds en actions de sociétés alsaciennes autres que des banques, s'expliqueraient mal qu'ils ne fussent pas admis à bénéficier

du même profit, puisqu'en définitive ils auraient participé, dans la même mesure, au développement économique de l'Alsace et de la Lorraine. Là encore, le système préconisé par les Banques se heurtait au problème de la valorisation dans toutes les entreprises.

Au point de vue comptable, la valeur nominale du capital qui figurait au bilan des banques devait être considérée comme une estimation absolument fictive.

Le capital véritable ne pouvait être déterminé que par la liquidation complète de la banque; il était constitué par le reliquat d'actif subsistant après réalisation de toutes les créances et paiement de toutes les dettes. Ce reliquat étant le plus souvent très différent du capital nominal, la valorisation de ce capital nominal, telle que l'envisageaient les banquiers, constituait, en quelque sorte, un non sens au point de vue comptable. Ce non-sens apparaissait très nettement si on se représentait la réalisation pratique de l'opération sans liquidation effective. On aurait sans doute convenu que, pour faire face à la valorisation d'un capital alsacien de 500.000 marks, représenté par 1.000 actions de 500 marks, le Trésor eût pris à sa charge la conversion à 1 fr. 25 le mark d'une portion d'actif égale à 500.000 marks. Comme cet actif était, en général, non réalisable, la banque en eût conservé la disposition et eût reçu

par mark une somme égale à la différence entre 1 fr. 25 et le cours du jour, soit par exemple 65 centimes. Ainsi, chaque action de 500 marks eût bénéficié d'une attribution de 300 francs. Si la valeur de l'action en bourse avait été de 100 francs, un porteur d'actions aurait vu son capital quadruplé; si, au contraire, la valeur en bourse avait été de 1.000 francs, son capital n'aurait augmenté que de 30 %. La solution aurait été illogique dans les deux cas; elle eût favorisé les mauvaises affaires, et eût paru relativement préjudiciable aux bonnes.

Considérations pratiques. — Au point de vue pratique, l'examen des bilans des Banques aurait suffi à mettre en évidence quelques dangers parmi lesquels il importe de noter les plus importants.

En premier lieu, la plupart des banquiers privés ne fixant point le montant de leur capital, la réserve dans laquelle ils s'étaient tenus leur aurait permis, le cas échéant, d'équilibrer leur bilan avec un capital aussi considérable qu'ils auraient voulu. Il leur eût suffi, par exemple, de faire apparaître à l'actif une somme suffisante d'immobilisations fictives (immeubles, frais généraux, frais de premier établissement, débiteurs douteux, etc...). Dans la plupart des cas, il eût été presque impossible d'exercer un contrôle effectif, la comptabilité de ces banquiers étant souvent réduite à la tenue des comptes des clients.

En second lieu, certaines sociétés auraient pu se prévaloir de la qualité de banques, comme la *Kriegskreditbank* par exemple, alors qu'elles n'étaient que de simples tontines, et qu'elles avaient utilisé l'ensemble de leur capital, non pas en opérations commerciales, mais en placements en valeurs allemandes pour le seul compte de leurs actionnaires. Il eût été profondément illogique de sauvegarder ainsi la part de portefeuille allemand revenant, de ce fait, à un sociétaire, du moment qu'on avait décidé, en principe, que le capitaliste privé n'aurait droit à aucun dédommagement pour ses placements personnels en mêmes valeurs allemandes.

Enfin, pour les sociétés anonymes, on se serait heurté à des difficultés inextricables en matière d'échange ou de circulation de titres, ainsi qu'en matière de répartition de dividendes, si l'on avait voulu attribuer aux actions, généralement au porteur, des droits différents suivant qu'elles se trouvaient entre les mains d'Alsaciens ou d'Allemands.

Les banques ont, il est vrai, prétendu que la non valorisation de leur capital entraînerait la diminution. En fait, l'opération a pu mettre certaines d'entre elles dans la nécessité de modifier le montant de leur capital; pour les unes, cette modification a correspondu à une augmentation; pour d'autres, et en particulier pour la plupart des grandes

banques, elle a pu se traduire par une diminution, mais, en cela, leur sort n'a point été différent de celui des autres entreprises commerciales et industrielles. D'ailleurs, cette diminution de capital à laquelle ces grandes banques ont le plus souvent paré par des artifices comptables, n'a point restreint sérieusement la puissance d'action dont elles jouissaient avant l'armistice. C'est ce qui explique la résistance qu'elles ont rencontrée dans leurs prétentions.

On doit signaler que les rapports aux Assemblées générales des actionnaires des banques alsaciennes n'ont pas manqué de soutenir ces revendications. C'est ainsi que le rapport de la Direction à l'Assemblée générale des actionnaires de la Banque d'Alsace et de Lorraine du 9 décembre 1920 s'exprimait en ces termes :

« Alors que, confiants en la parole donnée, nous avons depuis près d'un an et demi débloqué l'intégralité de l'avoir de nos clients, le Gouvernement, malgré la promesse du Commissaire de la République appelé aux fonctions suprêmes, ne nous a versé jusqu'à présent que 60 % des sommes débloquées. Les difficultés que nous rencontrons pour la valorisation de nos dépôts ne sont, malgré tout, aucunement comparables à celles que nous éprouvons pour la valorisation de nos propres capitaux, et nous sommes dans la pénible nécessité de vous

faire part de nos craintes de ne pouvoir obtenir une solution satisfaisante; s'il est permis d'augurer le résultat final du projet de loi que le gouvernement vient de déposer à la Chambre des Députés, il faut nous attendre au rejet de nos légitimes revendications.

« Nous ne vous cachons pas que le projet de valorisation élaboré et déposé par le Gouvernement, et contre lequel nous ne saurions jamais assez protester, entraînera pour notre Banque, si toutefois il est voté tel quel, un grave préjudice dont il ne nous est pas encore possible de mesurer l'importance; c'est avec regret que nous devons vous signaler cette situation qui risque de nous faire perdre une partie du fruit d'un labeur de cinquante années.

« Dans ces conditions, et tant que la question de la valorisation n'est pas définitivement résolue, il nous est impossible de vous soumettre un bilan définitif et vous serez seulement appelés aujourd'hui à statuer sur l'emploi des bénéfices réalisés pendant l'exercice 1919.

« Il nous semble donc inutile de passer en revue les différents chiffres de notre bilan qui ne représente en somme qu'une situation provisoire sujette à être modifiée suivant les résultats de la valorisation; nous nous tenons toutefois à votre disposition pour vous donner toutes explications qui pourraient vous être nécessaires. »

Le rapport de la direction à l'Assemblée du 8 novembre 1921 disait également :

« Nous avons espéré, en vous présentant notre bilan, vous placer en face d'une solution satisfaisante du problème de la valorisation, et nous regrettons d'être obligés de vous déclarer que, malgré tous nos efforts et ceux du Syndicat des Banques et Banquiers en Alsace et en Lorraine, nous n'avons obtenu aucun résultat quant à présent.

« Nous ne craignons pas d'affirmer que le retard apporté à la solution de cette irritante question, a gravement lésé les intérêts du commerce et de l'industrie de nos provinces libérées, en privant les banques alsaciennes, qui sont leur naturel et principal soutien, d'une grande partie de leurs disponibilités.

« Le Gouvernement, ainsi que nous vous l'avons exposé lors de votre réunion du 9 décembre 1920, a bien déposé sur le bureau de la Chambre des Députés un projet de loi ayant pour but de liquider définitivement les opérations de valorisation en cours; mais depuis lors, ce projet est resté en suspens, et nous n'hésitons pas à affirmer à nouveau que les clauses en sont telles, qu'elles ne feraient qu'aggraver la situation au lieu de l'améliorer.

« L'adoption de ce projet de loi équivaldrait à une véritable spoliation, contre laquelle nous ne cesserons de lutter de toutes nos forces.

« Nous nous refusons à croire, car ce serait trop profondément injuste, qu'alors que le Gouvernement a formellement déclaré aux banques alsaciennes que la valorisation ne devait leur laisser « ni bénéfices, ni pertes », il puisse en résulter une diminution de nos moyens d'action. Il nous paraît impossible qu'un tel engagement, qui porte la signature du premier magistrat de France, puisse ne pas être tenu.

« Le refus de faire droit à nos légitimes revendications est d'autant plus incompréhensible, que le montant à décaisser par le Trésor pour parfaire, en capital, la somme qui a été avancée par les banques en leur qualité d'agents du Trésor pour la valorisation des dépôts en Alsace et en Lorraine, n'entraînerait qu'une charge supplémentaire peu importante.

« Nous exprimons le vœu que les représentants au Parlement de nos provinces libérées, sachent faire valoir nos droits, et nous aident à obtenir satisfaction. »

LE REMBOURSEMENT DES CRÉANCES HYPOTHÉCAIRES.

Si l'étude de la valorisation du mark implique, pour être complète, l'examen des prétentions qui ont été généralement soutenues par les banques et par les établissements de crédit alsaciens et lorrains, une autre question, présentant un intérêt plus spé-

cialement économique, le remboursement des créances hypothécaires libellés en marks, a été soulevée dès la promulgation de l'arrêté fondamental du 26 novembre 1918; tranchée de différentes façons par les tribunaux, discutée par les intéressés, elle a été portée devant la Cour de Cassation par le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine; un arrêt de la Chambre civile du 30 janvier 1923 y a apporté une solution dont l'importance pratique n'a pas besoin d'être signalée. Avant d'en donner le commentaire, disons qu'on a évalué à une somme de vingt millions de marks le montant des prêts hypothécaires du Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine qui se trouvent régis par l'arrêté du 4 avril 1919. Si la nouvelle décision n'était pas intervenue, la perte considérable qu'eût éprouvée cet établissement n'aurait pas atteint seulement les nombreux porteurs d'obligations foncières, émises par lui, en représentation de ces prêts; d'autres établissements de crédit et aussi beaucoup de particuliers auraient été dans la même situation, le total des prêts hypothécaires consentis à des Allemands pouvant être évalué approximativement à 60 millions de marks.

Voici comment s'est posée la question: le Crédit Foncier d'Alsace et de Lorraine avait fait, aux dates des 16 août 1893 et 24 août 1904, deux prêts hypothécaires de 40.000 et 10.000 marks à un Allemand

résidant en Alsace. Ces deux prêts étaient à échéance du 31 juillet 1920; mais, la guerre étant survenue, les biens du débiteur allemand avaient été mis sous séquestre, le 31 janvier 1919, et la liquidation en avait été ordonnée le 17 juillet 1919. Le Crédit Foncier continuait à toucher ses intérêts et attendait l'échéance du 31 juillet 1920, mais le liquidateur, qui voulait régler la situation, demandait au Tribunal, avant l'échéance, et à la date du 17 mai 1920, de fixer le montant de la dette au cours officiel du mark au jour de l'échéance. Le Crédit Foncier demandait, au contraire, que le mark fût compté au cours de 1 fr. 25, conformément à l'article 2 de l'arrêt du 4 avril 1919.

La prétention du liquidateur était fondée en droit commun, si la législation spéciale du 4 avril 1919 n'était pas applicable: le Tribunal donna raison au Crédit Foncier. Mais, en appel, la Cour de Colmar appliqua, dans l'espèce, le 20 octobre 1920, les dispositions du Traité de Versailles qui, dans les rapports des débiteurs allemands avec les Alsaciens, valorisent le mark au taux de 0 fr. 8134.

Le Crédit Foncier forma un pourvoi contre cet arrêt; et comme le faisait remarquer le procureur général, en dehors de la solution adoptée par la Cour de Colmar, il ne restait que deux solutions; ou le droit commun que revendiquait le liquidateur, et qui aurait eu pour résultat de réduire la créance du

Crédit Foncier à quelques centimes, ou la législation spéciale, invoquée par le Crédit foncier, et repoussée par la Cour.

Quelle est exactement cette législation ? Son examen devait permettre à la Cour Suprême d'apprécier si elle était, ou non, applicable à l'espèce.

On sait que l'article 2 de l'arrêté du commissaire général pour l'Alsace et la Lorraine, en date du 4 avril 1919, rendait applicables les dispositions de l'arrêté du 26 novembre 1918 à toutes obligations non échues, nées en Alsace ou en Lorraine, et dont l'exécution comportait le versement dans le pays, par un ressortissant d'un pays ennemi, y résidant, à un Alsacien, un Lorrain, un Français ou un ressortissant d'un pays allié ou neutre, domicilié en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, d'une somme stipulée en marks.

Cette prescription avait pour objet d'étendre aux dettes contractées par les sujets de nationalité ennemie envers des Alsaciens ou Lorrains, des Français, des alliés ou des neutres, l'application du taux de valorisation du mark à 1,25 déjà prévu par l'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918, comme nous avons eu l'occasion de le voir, pour les sommes stipulées dans les contrats passés entre Alsaciens ou Lorrains ou entre ceux-ci et des Français. Il semble assez naturel que ces textes devaient recevoir leur application dans l'espèce déférée à la

Cour Suprême, où il s'agissait précisément d'une obligation (un prêt hypothécaire) née en Alsace, dont l'exécution comportait le versement, en Alsace, par des débiteurs allemands, à un créancier alsacien, d'une somme stipulée en marks. Mais à cette application, l'arrêt attaqué du Tribunal de Colmar faisait une double objection.

En premier lieu, il déclarait que l'article 2 de l'arrêté du 4 avril 1919 n'étant applicable, en vertu de ses propres termes, qu'aux dettes *non échues* avant sa mise en vigueur, on ne pouvait en faire état dans l'espèce, puisque l'obligation dont on poursuivait l'exécution était devenue *exigible* avant la publication de l'arrêté. C'est qu'en effet les statuts du Crédit Foncier et les contrats en litige stipulaient que la créance deviendrait exigible si les biens du débiteur étaient placés sous une administration forcée: or, les biens sur lesquels le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine avait une hypothèque pour sûreté de sa créance, avaient été placés sous séquestre le 31 janvier 1919; cette mise sous séquestre avait eu pour conséquence de rendre l'obligation du débiteur immédiatement exigible à partir de cette date.

Ce raisonnement contenait une double erreur, constatée par la Chambre civile; d'abord, il s'agissait là uniquement de l'administration forcée qu'on appelle en droit allemand, soit la *Zwangsverwal-*

tung, soit la Zwangsvollstreckung (exécution forcée), voies ordinaires d'exécution et d'ordre purement civil ou privé, prévues par la législation locale, sous le régime de laquelle avait eu lieu la confection des statuts du Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine, et que seules pouvait viser la clause extraite de ces statuts dans le contrat de prêt litigieux intervenu le 28 août 1893. Tout autre chose était la mise sous séquestre des biens des sujets allemands ordonnée par l'autorité française le 31 janvier 1919, mesure d'ordre public, essentiellement politique et exceptionnelle, prise en conséquence directe de l'état de guerre avec l'Allemagne.

D'autre part, comme l'arrêt de la Chambre civile le souligne très justement, il est impossible « que les statuts d'une société, constituée dans une province dépendant de l'empire allemand, aient pu prévoir la réintégration de l'Alsace et de la Lorraine dans la nationalité française, et, par conséquent, attacher un effet juridique aux actes qui, en pareille circonstance, seraient l'œuvre de l'autorité française ».

Telle était la première objection d'ordre général de l'arrêt du Tribunal Supérieur de Colmar à l'application de l'arrêté du 4 avril 1919 à l'espèce qui lui avait été soumise. Une seconde objection résultait, d'après cet arrêt, de la lettre même de l'article 2 de l'arrêté qui ne vise expressément que « les

obligations nées en Alsace ou en Lorraine et dont l'exécution comporte le versement, en Alsace ou en Lorraine, par un ressortissant d'un pays ennemi y résidant, d'une somme stipulée en marks », ce qui permettait de conclure que la résidence du débiteur sur ce territoire, lors de l'exécution du contrat, était exigée par ce texte, comme condition de son application. En admettant que les mots « y résidant » signifient résidant en Alsace, rien n'indique à quel moment se place la condition de résidence. Ce peut être au moment de la formation du contrat, au moment où l'arrêté a été pris, au moment où le versement a été opéré ou encore à la date de l'échéance.

La solution la plus déraisonnable est certainement celle qui a été proposée par la défense de l'arrêt du Tribunal Supérieur de Colmar: vouloir placer la condition de résidence postérieurement à la date de la loi, c'est laisser au débiteur le moyen de s'y soustraire à sa volonté. La solution qui fixe le moment obligatoire de la résidence au 4 avril 1919 se heurte à cette objection que la loi serait, dans ce cas, inapplicable dès son apparition. En effet, au 4 avril 1919, tous les biens allemands étaient séquestrés, et de plus, aucun débiteur allemand n'était plus susceptible d'avoir encore une résidence légale en Alsace et Lorraine. L'article 2 de l'arrêté devenait sans objet.

L'arrêt de la Chambre civile a déclaré que la seule solution, conforme au bon sens comme aux règles générales du droit, était de fixer la condition de résidence au moment où le contrat avait été passé, car c'est à ce moment que sont arrêtées toutes les conditions du contrat, et c'est le seul qu'il importe d'envisager pour l'exécution de ce contrat. Cette solution a le mérite d'être en concordance avec les règles du droit international privé, d'après lesquelles, en l'absence de dérogation contractuelle expressément stipulée, les modalités de prestation ou d'exécution d'une obligation se trouvent fixées par la *lex loci solutionis* ou *executionis*, sans qu'on ait à s'inquiéter de savoir si la résidence du débiteur concorde ou non avec le lieu du paiement ou de l'exécution; ces règles sont d'ailleurs plus impérieuses encore lorsqu'il s'agit d'obligations garanties par des sûretés réelles (gage, privilège ou hypothèque).

En ce qui concerne le taux du change prévu par les articles 72 et 296 n° 2 du Traité de Versailles, taux de 0,8134 par mark, nous l'avons vu plus haut, il n'a été établi, comme l'a fait observer l'arrêt de la Cour Suprême, « que pour les dettes devenues exigibles pendant la guerre, dont l'exécution totale ou partielle a été suspendue du fait de la déclaration de guerre ». Dans l'espèce qui lui était soumise, la dette n'était exigible que le 31 juillet 1920.

Il résulte de toutes ces observations que la Cour de Cassation a estimé, à bon droit, que toutes les conditions exigées pour la valorisation du mark à 1,25 se trouvaient bien réunies dans les contrats de prêts hypothécaires qui lui étaient présentés, et l'arrêt qui a été rendu sur la matière fait nettement ressortir les motifs juridiques qui devaient entraîner la cassation de l'arrêt du Tribunal Supérieur de Colmar; on devine, d'ailleurs, les funestes conséquences d'ordre économique que ce dernier arrêt aurait pu amener, s'il avait été maintenu.

CONCLUSION

Nous avons terminé l'étude des principaux textes ayant trait à la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine (1) : au fur et à mesure de cet examen, nous avons pu apercevoir les raisons qui ont déterminé l'intervention du Trésor, les circonstances dans lesquelles a eu lieu cette intervention, et les conséquences essentielles qu'elle a entraînées. Comme il est facile de le penser, un tel changement profond du régime monétaire ne pouvait s'effectuer sans risquer de froisser les intérêts de nombreuses personnes, et il constituait une œuvre suffisamment complexe et délicate pour ne pas être à l'abri de toutes imperfections, partant de toutes critiques. Aussi bien, la substitution du franc au mark dans la circulation de nos trois départements recouvrés s'est heurtée, avant d'être complètement achevée, à bien des obstacles et des difficultés, et il est juste

(1) La question des assurances a été réservée jusqu'ici, en raison des difficultés diverses qu'elle présente; elle doit d'ailleurs faire l'objet d'un projet de loi distinct, actuellement à l'étude.

d'en faire état avant de formuler un jugement quelconque sur l'œuvre accomplie.

Rappelons en premier lieu la nécessité où le Gouvernement se trouvait, dès la signature de l'armistice, de hâter le changement du système monétaire: il fallait rattacher le plus tôt possible au reste du pays l'Alsace et la Lorraine redevenues françaises pour permettre la reprise immédiate de leur pleine vie économique; on décida, en conséquence, de briser le premier des liens qui les rattachait à l'Empire allemand, le lien monétaire, et d'opérer le retrait de la monnaie allemande en la remplaçant par la monnaie française. Il en résulta tout naturellement que les contrats conclus postérieurement à l'établissement du franc comme monnaie légale, devaient être stipulés en francs. Mais alors se posa la question de déterminer de quelle façon s'exécuteraient les contrats antérieurs à cette date. Les francs seraient-ils admis en paiement de marks au cours variable du change, ou choisirait-on au contraire un taux de conversion fixe? La première solution, peut être séduisante en apparence, présentait de sérieux inconvénients, et elle fut presque immédiatement écartée: elle aurait eu en effet pour résultat direct une instabilité, qui aurait gêné au plus haut point les transactions, en empêchant le créancier de ne jamais prévoir, même d'une façon approximative, le montant des sommes qui lui étaient dues; il n'eût pas

toujours été facile, en outre, de décider dans quelle catégorie rentrait tel ou tel contrat : en matière de louage de services, par exemple, y avait-il lieu de prescrire le paiement des traitements et salaires en marks ou en francs ? Dans le premier cas, l'employé ne recevrait qu'une somme essentiellement variable ; dans le second cas, le taux de conversion qui serait adopté, d'accord entre l'employeur et l'employé, devrait être fréquemment révisé lorsque le cours du change allemand subirait d'importantes fluctuations. Ces considérations permettent de comprendre les raisons de la décision que prirent les auteurs de la réforme, d'exécuter par le paiement de francs sur la base d'un taux de conversion fixe, tous les contrats conclus en marks, quelle que fût leur date. Des opinions différentes furent échangées au cours des discussions de la commission chargée de l'étude de la question, lorsqu'il s'agit de choisir le taux de conversion. On pensa généralement que ce taux de conversion ne pouvait être que le pair ou un taux très voisin du pair ; on fit observer, en effet, qu'il n'était guère possible de le déterminer en considération des cours du change pratiqués au moment de l'armistice, de faire ainsi supporter définitivement, aux Alsaciens et aux Lorrains, les conséquences de la dépréciation du mark, et de consolider cette dépréciation qui pouvait n'être que temporaire. Alors même que cette manière de procéder

n'eût pas été en pratique préjudiciable aux intérêts des régions désannexées, elle n'eût pas manqué, comme on le fit observer, de leur apparaître comme un traitement de défaveur. Il y avait là, à vrai dire, une considération de sentiment, dont il était nécessaire de tenir un certain compte, mais on fit bien davantage, et cette considération suffit à elle seule, en réalité, à déterminer la décision, à laquelle on s'arrêta finalement, d'admettre la valorisation des marks au taux de 1,25.

Il semble cependant, qu'avant de se ranger à aucune solution, il était possible de prévoir que des difficultés sérieuses résulteraient de la fixation de la valeur du mark à un taux supérieur à celui du pair métallique (1,235): la substitution du franc au mark était manifestement de nature à créer, tout au moins provisoirement, de grandes inégalités et de profondes perturbations dans les relations économiques, même dans le cas où, comme les auteurs de la réforme l'entendaient, le traité de paix mettrait définitivement à la charge de l'Allemagne les frais de l'opération. Nous avons d'ailleurs pu évaluer, au cours de cette étude, le montant approximatif des avances que le Trésor se vit dans l'obligation de consentir, pour lesquelles son droit incontestable de recours contre le débiteur véritable est, jusqu'à présent, demeuré purement illusoire.

A un autre point de vue, touchant plus particu

lièrement à l'influence de la réforme monétaire sur la situation économique de l'Alsace et de la Lorraine et sur le coût de la vie, il n'est pas sans intérêt de signaler que les prix des principales marchandises s'établirent sur de nouvelles bases, dès la promulgation de l'arrêté du 26 novembre 1918, qui admettait tous les détenteurs de marks, sous certaines conditions, à échanger ces marks contre des francs à raison de 1 fr. 25 pour un mark : en valorisant les monnaies, on valorisait indirectement les valeurs mobilières comme les valeurs immobilières, les objets corporels ou non corporels. Bien entendu, les effets de cette valorisation indirecte n'ont pas été aussi étendus que ceux de la valorisation des espèces édictée par des textes formels. Seulement, les prix ont manifesté une certaine tendance à s'élever aussi bien dans le commerce que dans l'industrie; et les salaires ont également suivi ce mouvement caractéristique de hausse. Il n'est pas besoin de dire que cette influence économique résultant du changement de système monétaire a présenté de multiples inconvénients. Tandis que les personnes jouissant de revenus fixes payables en Alsace et en Lorraine, — porteurs d'obligations, propriétaires d'immeubles loués à bail — se trouvaient bénéficier d'une augmentation de ressources, le coût de la vie, d'abord augmenté, ainsi que nous venons de le montrer, présenta ensuite une tendance à la baisse, s'ex-

pliquant par le fait que la valeur de la nouvelle monnaie était supérieure à celle de l'ancienne. Inversement, la situation devenait très pénible pour les Alsaciens et les Lorrains, créanciers de marks payables au dehors : pour 1000 marks à recevoir de l'Allemagne, par exemple, ils ne touchaient que 700 frs., alors qu'ils se voyaient obligés de verser 1250 frs. pour éteindre une dette de 1000 marks payable en Alsace ou en Lorraine. Tel était le cas des commerçants et des industriels qui avaient vendu des marchandises en Allemagne ou dans les pays neutres, et avaient reçu des marks en paiement; tel était également le cas des banques qui possédaient des avoirs en compte-courant en Allemagne, et des porteurs de titres allemands dont les coupons et les dividendes étaient payables en marks.

Peut-être ces conséquences auraient-elles pu être évitées mais, comme on l'a nettement fait ressortir, la principale faiblesse de la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine a consisté à ne point établir de distinction suffisamment nette entre l'introduction du système monétaire français dans nos provinces recouvrées et la valorisation du mark proprement dite; celle-ci, par suite de la dépréciation croissante du mark, a fait naître un problème d'ordre économique de plus en plus compliqué, et ses conséquences qui devaient être assez restreintes, dans la pensée des auteurs de l'arrêté du 26 novembre

1918, se sont révélées d'autant plus étendues que précisément la crise des changes ne cessait de s'accroître. Au moment de l'armistice, la circulation fiduciaire de la France et de l'Allemagne se composait, pour la majeure partie, de billets émis par la Banque de France et par la Reichsbank, et les deux monnaies s'échangeant par l'intermédiaire des bourses neutres, le mark papier ne valait que 0 fr. 70 ou 0 fr. 80. Si ce cours s'était maintenu, et si surtout le gouvernement français avait choisi ce taux pour base de la réforme monétaire, jamais aucune perte pour le Trésor ne se serait produite. Mais nous avons vu qu'au contraire, par suite de considérations d'ordre politique et même sentimental, on fixa à 1 fr. 25 pour 1 mark le taux d'échange des deux monnaies. C'était là une opération arbitraire pour le moins, puisqu'elle n'était conforme, en aucune manière, à la situation réelle, et qu'elle devait entraîner des dépenses considérables pour le Gouvernement. Il faut dire d'ailleurs que les mesures prises par l'arrêté du 26 novembre 1918 n'avaient jamais été demandées par les Alsaciens-Lorrains et ce n'est qu'en appliquant intégralement et immédiatement les dispositions dont il s'agit qu'on pouvait donner satisfaction aux intéressés. Par la valorisation des contrats privés — opération vraiment singulière — les débiteurs s'étant engagés à restituer des marks, se voyaient obligés de restituer

une sorte de monnaie de compte dont la valeur était fixée, d'une manière toute artificielle, beaucoup plus haut que le mark, surtout au fur et à mesure que celui-ci s'effondrait davantage. Il devenait ainsi fatal que l'accroissement prodigieux de leurs dettes créât, dans les premiers jours, pour tous les organismes bancaires ou pour les institutions sociales, un profond déséquilibre dans leur situation. De là, la nécessité des engagements successifs que prit le Gouvernement de venir à leur aide, de là aussi son intervention dans la réforme monétaire.

Dès le 5 avril 1919, M. Millerand arrivant à Strasbourg en qualité de haut-commissaire de la République promettait formellement aux banques qu'elles sortiraient indemnes de l'opération de la valorisation et qu'il était bien entendu qu'elles ne devaient ni réaliser de bénéfices, ni subir de pertes. Et c'est quelques jours plus tard, le 25 mai, dans sa réponse très caractéristique à une note écrite, à lui remise par le syndicat des banquiers, qu'il déclarait que « les banques ne devaient pas sortir de la réforme monétaire avec des moyens d'action diminués ». La loi du 23 avril 1919 d'abord, la loi du 22 juin 1922 ensuite, n'ont été que l'aboutissant naturel de cette promesse et de cet engagement.

Ainsi qu'on l'a déclaré, la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine comportait deux aspects tout

différents: un aspect économique et juridique, d'abord, à savoir l'introduction proprement dite du système monétaire français dans nos provinces recouvrées, et en second lieu, un aspect purement politique, la valorisation du mark en faveur de certaines catégories de la population. Le plus important de ces deux points de vue était sans aucun doute le premier; il était urgent, dès la signature de l'armistice, de substituer à la monnaie allemande les instruments monétaires qui devaient immédiatement servir de base à toutes les relations commerciales, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. La valorisation, au contraire n'était qu'une mesure d'opportunité politique, un acte de générosité, jugé d'ailleurs indispensable à cette époque. Mais tout en rendant hommage aux louables motifs qui ont inspiré les auteurs de la réforme monétaire, il faut reconnaître que cette opération de valorisation a compromis dans une certaine mesure les résultats et les avantages qu'on aurait pu en tirer. En faisant naître tout un système d'obligations, à la charge d'une partie de la population, elle a soulevé des difficultés assez sérieuses pour rendre inévitable l'intervention du Trésor.

Néanmoins, il serait injuste de ne pas faire état des circonstances qui sont susceptibles d'atténuer les objections que nous venons de signaler. Avant tout, à l'époque où l'arrêté du 26 novembre 1918 était en

préparation, il était impossible de prévoir la chute du cours du mark; celle-ci, comme on ne l'ignore pas, a été surtout déterminée par les émissions continues de billets de banque auxquelles a procédé méthodiquement le Gouvernement allemand, dans le but évident de se soustraire au paiement des réparations de guerre en invoquant précisément pour excuse cette faillite monétaire. Nous avons montré, au cours de cette étude, comment la dépréciation du mark n'avait cessé de s'accroître et quelles en avaient été les conséquences. Par la valorisation, le Trésor s'est engagé à reprendre des marks et il n'a pu racheter ces marks qu'à un prix considérablement supérieur à leur valeur réelle, à leur cours sur le marché mondial des changes.

Le règlement de la question monétaire en Alsace et en Lorraine a comporté une seconde difficulté, et celle-ci provient de ce fait que le texte constitutif de la réforme a été établi bien avant qu'aucune des dispositions du Traité de paix la concernant ait pu être connue. L'article 72 du traité, nous l'avons vu, a disposé que les dettes contractées avant le 11 novembre 1918 entre les ressortissants allemands résidant en Allemagne, d'une part, et les Alsaciens-Lorrains résidant en Alsace ou en Lorraine, d'autre part, seraient exigibles en francs, et il a appliqué à ces dettes un taux de change de 0,8134 par mark. Au lieu que les auteurs de l'arrêté du 26 novembre 1918

espéraient voir appliquer aux Allemands débiteurs d'Alsaciens ou Lorrains, le taux de 1 fr. 25 pour un mark choisi par eux pour les échanges matériels des monnaies et pour les conversions des créances des Alsaciens et des Lorrains les uns sur les autres, le Traité se bornait à réclamer aux ressortissants allemands le montant de leurs dettes calculé à ce taux de 0,8134 pour un mark, ce qui tout naturellement aboutit à faire supporter par le Trésor la différence entre ces deux différents taux.

En tenant compte de toutes ces circonstances, de la nécessité, de l'urgence même de l'unification du système monétaire, de la crise de plus en plus aigüe des changes et de la dépréciation de la monnaie allemande, de la difficulté de combiner les dispositions des arrêtés avec celles du Traité, et par conséquent aussi de l'opportunité des mesures qui furent adoptées, il semble qu'on puisse conclure impartialement, même en la jugeant par ses résultats, que la réforme monétaire était indispensable, et que, dans les mauvaises conditions où elle a dû être exécutée, elle a permis malgré tout d'éviter, en Alsace et en Lorraine, une crise économique qui s'annonçait lourde de conséquences; tout au moins peut-on dire, si cette crise a pris naissance, que la réforme en a singulièrement affaibli les effets, et qu'elle en a empêché le développement. Et si le reproche le plus grave qu'elle encourt est d'avoir

grevé le budget de l'Etat de charges nouvelles, nous rappellerons volontiers que le rattachement à la France de l'Alsace et de la Lorraine doit rapporter à la mère patrie infiniment plus que les dépenses que lui a coûtées ou que lui coûtera encore cette réforme.

Vu : le *Président de la Thèse*,
Germain MARTIN.

Vu : le *Doyen*,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le *Recteur de l'Académie de Paris*,
APPEL.

ANNEXES

ARRÊTÉ du 26 novembre 1918 pris par M. Clemenceau, président du Conseil, ministre de la Guerre, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine.

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} décembre 1918, cesseront d'avoir cours légal dans les districts de Haute-Alsace, Basse-Alsace et Lorraine, la monnaie divisionnaire allemande, les billets de banque libellés en marks, et autres instruments monétaires allemands, quelle qu'en soit l'origine (Reichkasse, Reichsbank, Banque des Etats confédérés, Darlehnskassen, etc.).

ARTICLE 2. — Est interdite l'importation de la monnaie divisionnaire, des billets de banque, du billon et de tous autres instruments monétaires allemands (Reichsbanknoten, Darlehnskassenscheine, billets de banque des Etats confédérés, etc.) dans les districts de Haute-Alsace, Basse-Alsace et Lorraine.

ARTICLE 3. — La monnaie divisionnaire et les billets allemands en circulation dans les districts de Haute-Alsace, Basse-Alsace et Lorraine à la date de ce jour seront échangés aux Alsaciens et aux Lorrains et à ceux des ressortissants alliés ou neutres qui résidaient en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914 contre billets et monnaies ayant cours en France, au taux de 1 fr. 25 pour un mark.

ARTICLE 4. — En vue de l'échange prévu à l'article 3, les détenteurs de monnaie et de billets allemands devront déclara-

rer par écrit avant le 6 décembre 1918, à minuit, à la mairie de la commune la plus proche de leur domicile, la somme en marks qu'ils possèdent.

Les déclarations devront contenir les indications suivantes :

1°) Nom, prénom, domicile du déclarant;

2°) Affirmation de la qualité d'Alsacien ou de Lorrain, ou de ressortissant d'un pays neutre ou allié en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914;

3°) Montant global, en marks, des billets ou monnaies à échanger;

4°) Bureau que choisit le déclarant sur la liste de l'article ci-après pour procéder à l'échange des monnaies dont il est détenteur;

5°) Attestation que les marks à échanger n'ont pas été introduits en Alsace ou en Lorraine postérieurement au 11 novembre 1918.

Les déclarations, expédiées par la poste, jouiront de la franchise postale.

Elles pourront être faites sur papier libre ou au moyen d'imprimés qui seront mis à la disposition des intéressés, dans les mairies et les bureaux de poste.

ARTICLE 5. — Les déclarations pourront être soumises à une enquête administrative.

Toute déclaration qui serait reconnue inexacte entraînerait la confiscation des sommes indûment présentées à l'échange et un emprisonnement de 6 mois à 2 ans sans préjudice des peines plus graves éventuellement prévues par les lois en vigueur.

ARTICLE 6. — L'échange des monnaies et billets allemands contre des billets ou monnaies français sera effectué

dans tous les bureaux de poste, les bureaux des percepteurs, receveurs municipaux, la Caisse centrale du Trésor à Strasbourg, et les sièges ou agences des Banques dont la liste sera arrêtée par les Commissaires de la République entre le 15 et le 23 décembre 1918.

L'échange ne pourra avoir lieu que dans le bureau désigné sur la déclaration prévue à l'article 4.

ARTICLE 7. — Les billets et monnaies allemands, qui dépasseraient le montant déclaré conformément à l'article 4 seront admis à l'échange dans le délai d'un mois à dater du présent arrêté, si leur détenteur peut justifier de l'origine des billets et des motifs pour lesquels il n'en a pas effectué la déclaration.

ARTICLE 8. — Les Banques et Etablissements de crédit arrêteront leur bilan à la date du 30 novembre 1918 à minuit.

ARTICLE 9. — Le remboursement des dépôts à vue et à préavis qui serait demandé par les titulaires alsaciens, lorrains, français, et par ceux des ressortissants de pays alliés ou neutres qui étaient domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914 sera effectué par les Banques et Etablissements de crédit fonctionnant dans les districts de Haute-Alsace, Basse-Alsace et Lorraine, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, à partir du 15 décembre 1918, dans la limite des montants arrêtés au 30 novembre 1918 à minuit.

ARTICLE 10. — Tout mouvement de compte, qu'il ait lieu par encaissement, versement, virement, compensation, etc... effectué entre le 11 novembre inclus et le 30 novembre 1918 à minuit sera soumis à la vérification, et, le cas échéant, à justification.

ARTICLE 11. — Les valeurs exprimées dans tous les contrats (y compris les titres émis par les sociétés inscrites sur un registre du commerce d'Alsace ou de Lorraine), passés en marks, soit entre Alsaciens et Lorrains, soit entre Alsaciens ou Lorrains, d'une part, et Français d'autre part, seront converties en francs au taux de 1 fr. 25 pour un mark à partir du 1^{er} décembre 1918.

ARTICLE 12. — Dans le délai d'un mois à dater du présent arrêté, les cas spéciaux que créerait l'application de l'article 11 seront soumis, avec pièces justificatives à l'appui, au délégué du Ministre des finances à Strasbourg. Il sera statué par le Ministre des finances.

ARRÊTÉ du 4 avril 1919 pris par M. Millerand, Haut Commissaire de la République, à Strasbourg.

ARTICLE PREMIER. — L'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine, est applicable à toute obligation née et à tout acte de disposition passé en Alsace-Lorraine entre les catégories de personnes qui y ont désignées, d'une part, les ressortissants des pays alliés ou neutres domiciliés en Alsace ou en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, et, d'autre part, entre lesdits ressortissants des pays alliés ou neutres.

ARTICLE 2. — L'article 11 de l'arrêté du 26 novembre 1918 est également applicable à toute obligation non échue née en Alsace ou en Lorraine dont l'exécution comporte le versement en Alsace ou en Lorraine par un ressortissant d'un pays ennemi y résidant, à un Alsacien ou Lorrain ou un Français ou un ressortissant des pays alliés ou neutres, domicilié en Alsace ou en Lorraine, avant le 1^{er} août 1914 d'une somme stipulée en marks.

ARTICLE 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 14 avril 1919.

LETTRE de M. Millerand à M. le Président de l'Union Syndicale des Banques et Banquiers d'Alsace et de Lorraine.

Strasbourg, le 25 mai 1919,

M. Monsieur le Président,

« Dans notre entrevue du 23 mai courant, vous m'avez demandé d'examiner, à nouveau, les conditions dans lesquelles pourrait être réalisée l'entente précédemment intervenue entre les représentants des Banques et moi au sujet de l'application de l'article 9 de l'arrêté du 26 novembre 1918.

« J'ai demandé aux banques, le 5 avril, la reprise immédiate du remboursement de leurs dépôts convertibles au taux de 1 fr. 25 pour un mark en exécution des dispositions ci-dessus visées, moyennant quoi des avances sans intérêts leur seraient consenties qui pourraient s'élever jusqu'à 60 % des sommes à leur verser par le Trésor à titre de valorisation de certains éléments correspondants de leur actif. Il vous a été indiqué, à ce moment, par M. le Directeur Général des Finances que l'avance de 60 o/o ne serait pas calculée sur la totalité des dépôts valorisables, mais bien sur le montant de ces dépôts, après déduction des éléments d'actif convertis à 1 fr. 25. Quant aux déductions précises à opérer de ce chef, elles n'auraient pu, au moment où la question était dans son ensemble soumise aux délibérations du Parlement, faire l'objet des indications expressément limitées auxquelles vous avez fait allusion.

« Conformément à l'engagement pris, et après que la loi du 23 avril eut ouvert les crédits nécessaires, les avances promises ont été mises effectivement à la disposition de celles

des banques qui avaient produit leurs bilans. Ces avances, dont le montant n'est d'ailleurs que provisoire et peut être rectifié dans la limite des 60 o/o prévus après vérification sur place des comptabilités, permettent aux Banques de reprendre sans délai le remboursement des dépôts, en attendant le versement des sommes qui leur reviendront à titre de complément de valorisation après recouvrement de leurs créances sur l'Allemagne.

« Le jour où, en dehors du cadre des dispositions déjà prises pour faciliter le remboursement des dépôts à court terme, une intervention du Trésor devrait se produire, elle serait naturellement déterminée par l'examen précis et détaillé des cas particuliers, et les crédits nécessaires seraient demandés.

« Au cours de la réunion du 5 avril, j'ai déclaré d'ailleurs que les banques ne devaient pas sortir de la réforme monétaire avec des moyens d'action diminués, mais que, d'autre part, l'intervention du Trésor ne pourrait jamais leur procurer un profit quelconque.

« Dans ces conditions, je ne comprendrais pas et personne ne comprendrait le maintien d'une situation de fait dont la prolongation serait de nature à préjudicier gravement tant aux intérêts matériels des déposants Alsaciens et Lorrains, qu'à ceux, d'ailleurs, des banques elles-mêmes.

« Agréé, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée ».

Signé : A. MILLERAND.

Loi du 23 avril 1919, autorisant l'ouverture, dans les écritures du Trésor, d'un compte spécial intitulé : « Echange des monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et

Lorrains, à des prisonniers de guerre français, et à des habitants des régions libérées ».

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert, dans les écritures du Trésor, un compte spécial intitulé : « Echange de monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et Lorrains, à des prisonniers de guerre français et à des habitants des régions libérés ».

ARTICLE 2. — Seront portés au débit du compte :

a) Le montant des francs échangés en Alsace-Lorraine contre des monnaies allemandes, au taux de 1 fr. 25 pour un mark.

b) Le montant des francs qui seront mis à la disposition des banques et institutions de crédit fonctionnant en Alsace et Lorraine, en échange, de la part de leur actif liquide en marks, remise au taux de 1 fr. 25 pour un mark, nécessaire au remboursement des dépôts à vue ou à préavis, effectués jusqu'au 30 novembre 1918 dans leurs établissements d'Alsace et Lorraine, ainsi que par ceux des ressortissants des pays alliés ou neutres qui étaient domiciliés en Alsace-Lorraine avant le 1^{er} août 1914.

c) Le montant des francs échangés contre des monnaies allemandes au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark, à des prisonniers de guerre français, et à des habitants des régions libérées.

d) Les dépenses afférentes aux opérations d'échange ci-dessus.

Seront portés au crédit du même compte les remboursements à effectuer par le Gouvernement au taux de 1 fr. 25 pour 1 mark des monnaies allemandes et avoirs en banque, échangés comme il est dit ci-dessus.

ARTICLE 3. — Le montant des sommes qui peuvent être

portées au débit du compte institué par l'article 1^{er} ne pourra excéder deux milliards deux cent cinquante millions de francs.

Loi du 22 juin 1922 relative à la réforme monétaire en Alsace et Lorraine (J. O. 24 juin 1922.)

ARTICLE PREMIER. — Le ministre des finances est autorisé à faire aux banques d'Alsace et de Lorraine des avances pour un montant égal à la différence entre les acomptes déjà reçus du Trésor par les dites banques et la somme totale qu'elles seraient susceptibles de recevoir, en contre-partie de leurs avoirs en monnaies allemandes dont, après recouvrement des créances constituant lesdits avoirs, la conversion en francs, au taux de 1 fr. 25 pour un mark, doit être effectuée conformément à l'article 2 de la loi du 23 avril 1919.

Ces avances qui seront constatées au débit du compte spécial ouvert en exécution de l'article 1^{er} de la loi précitée, seront réalisées par la remise d'obligations décennales 5 o/o de la défense nationale, au cours fixé pour l'émission desdites valeurs.

A concurrence de 25 % du montant de l'avance consentie à chaque banque les obligations devront être nominatives.

Les obligations nominatives ne pourront pas être cédées tant que l'office de vérification et de compensation de Strasbourg n'aura pas effectué au Trésor les versements prévus à l'article 2 de la présente loi, jusqu'à concurrence du montant des francs obtenus par la conversion au taux de change fixé par l'article 72 du Traité de Versailles, des sommes en marks correspondant :

1^o) Aux acomptes en francs déjà payés à l'attributaire,

2°) Aux 75 0/0 de l'avance en obligations qu'il aura reçue.

A partir de ce versement, les obligations nominatives deviendront négociables et porteront intérêt au profit de l'attributaire, au fur et à mesure que l'office de compensation versera au Trésor les francs correspondant aux sommes en marks recouvrées pour le compte de l'attributaire.

Dans le cas où les sommes en francs recouvrées pour le compte de l'attributaire par l'office de compensation ne fourniraient pas l'équivalent, au taux fixé par l'article 72 du Traité de Versailles, des sommes en marks représentant la contre-valeur des avances consenties à la banque intéressée, cette dernière pourra être autorisée à verser au Trésor, pour compléter cette contre-valeur, des marks effectifs à charge pour ladite banque, de justifier que ces marks proviennent réellement de la liquidation de son actif allemand tel qu'il figurerait à son bilan à la date du 30 novembre 1918. A défaut de cette autorisation, le remboursement au Trésor des avances non couvertes sera réalisé par voie d'annulation des obligations nominatives et seulement, pour le surplus, s'il y a lieu, par versements de francs.

ARTICLE 2. — L'office de vérification et de compensation de Strasbourg versera au Trésor le montant des francs recouvrés sur les débiteurs allemands des banques d'Alsace et de Lorraine, et provenant de créances figurant au bilan de ces dernières au 30 novembre 1918, de coupons et arrérages échus de ces créances, ou des intérêts moratoires prévus au paragraphe 22 de l'annexe à l'article 296 du Traité de Versailles y afférents, le droit de commission perçu par l'office restant à la charge du Trésor.

Toutefois, les versements prévus au premier alinéa du présent article ne pourront excéder le montant exprimé en francs, au taux fixé par l'article 72 du Traité de Versailles,

des déclarations de créances sur l'Allemagne présentées à l'office par la banque intéressée, déduction faite des dettes de la même banque payables par l'intermédiaire de l'office.

Les versements de l'office de compensation seront inscrits au crédit du compte spécial dont l'ouverture a été autorisée par la loi du 23 avril 1919.

ARTICLE 3. — Seront compris dans le passif des banques alsaciennes et lorraines, pour la détermination de l'intervention du Trésor prévue à l'article 2 de la loi du 23 avril 1919, les montants correspondant aux dividendes des exercices 1914 inclus à 1917 inclus, figurant à un poste spécial du bilan du 30 novembre 1918, non distribués et afférents aux actions qui, au 11 novembre 1918, appartenaient à des personnes appelées ultérieurement à bénéficier des dispositions de l'article 9 de l'arrêté du président du conseil, ministre de la guerre, en date du 26 novembre 1918 relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine.

Les sommes à comprendre dans le passif des banques, en vue de l'application des dispositions du paragraphe précédent, ne pourront dépasser un montant représentant 6 % pour les exercices 1914 et 1915 inclus et 8 % pour les exercices 1916 et 1917 du capital versé des actions.

ARTICLE 4. — Il sera attribué, chaque année, à titre d'avance, à la Caisse des Dépôts et consignations d'Alsace et de Lorraine, par imputation sur un crédit qui sera inscrit à cet effet au budget du ministère des finances, une somme égale au produit de la multiplication par 1,25 du montant brut des arrérages en marks de son portefeuille allemand et des titres compris dans ce portefeuille qui seront remboursés au cours de la même année, ledit portefeuille composé comme au 1^{er} décembre 1918, après déduction des valeurs

produites à l'office de vérification et de compensation de Paris.

Les avances afférentes aux exercices 1918 et 1919 seront diminuées du montant des francs à encaisser par l'intermédiaire de l'office de compensation de Strasbourg.

Une subvention en capital, à imputer sur un crédit qui sera inscrit au budget du ministère des finances, sera en outre allouée à la Caisse des dépôts d'Alsace et de Lorraine. Elle sera déterminée d'après le total des soldes, multiplié par 1,25, de son compte-courant à la Reichsbank et de son compte de chèques postaux à Carlsruhe et déduction faite des sommes recouvrées en francs sur ces soldes par l'entremise des offices de compensation de Paris et de Strasbourg.

Les arrérages et capitaux en marks encaissés par la Caisse des dépôts et consignations seront gérés par elle pour le compte du Trésor en garantie de ses avances et produiront un intérêt de 3 %; le ministère des finances est autorisé à effectuer la conversion des marks en francs au mieux des intérêts du Trésor; les avances seront considérées comme éteintes à raison de 1,25 pour un mark réalisé et la différence avec le taux effectif de réalisation sera imputée sur les crédits ouverts à cet effet au budget du ministère des finances. Les avances prendront fin dès que le cours du mark sera d'un franc français.

Le remboursement annuel par la Caisse des dépôts et consignations de Strasbourg du vingtième des comptes B des caisses d'épargne avec garantie communale, prescrit par l'article 44 de la loi du 23 août 1912, sera suspendu jusqu'au moment où le cours du mark sera de un franc français.

ARTICLE 5. — Est ratifiée la convention annexée à la présente loi passée le 29 juillet 1920 entre le commissaire géné-

ral de la République à Strasbourg et la direction du Crédit Foncier et communal d'Alsace et Lorraine.

ARTICLE 6. — Dans un délai de trois mois après l'expiration de chaque exercice, les Caisses d'épargne avec garantie communale d'Alsace et de Lorraine, les Caisses postales d'épargne de Strasbourg et de Metz, et la Caisse d'épargne des employés alsaciens de chemins de fer adresseront au commissaire général de la République, à Strasbourg, avec toutes justifications utiles, les états et situations nécessaires en vue de l'application des dispositions de la présente loi qui les concernent.

ARTICLE 7. — Les Caisses d'épargne avec garantie communale d'Alsace et de Lorraine recevront à la fin de chaque exercice, dans la limite du montant, multiplié par 1, 25, des arrérages du portefeuille allemand existant au 1^{er} décembre 1918, et à titre d'avance imputable sur les crédits inscrits à cet effet au budget du ministère des finances, une somme égale à la différence entre : d'une part, les arrérages de leur portefeuille non allemand; d'autre part, les frais généraux d'administration et les dépenses afférentes au paiement des intérêts dus aux déposants dans la limite du taux maximum prévu par les lois réglant le fonctionnement des Caisses d'épargne d'Alsace et de Lorraine.

Ces avances cesseront et le remboursement des avances déjà versées sera effectué par les caisses au Trésor avec intérêts composés à 3 % lorsque le cours du mark sera suffisant pour que les arrérages du portefeuille allemand cumulés avec les autres revenus permettront d'équilibrer les dépenses définies au paragraphe précédent avec les recettes.

ARTICLE 8. — Les Caisses d'épargne postales de Strasbourg et de Metz recevront à la fin de chaque exercice, dans

la limite du montant multiplié par 1,25 des arrérages du portefeuille allemand existant au 1^{er} décembre 1918 et à titre d'avance imputable sur les crédits inscrits à cet effet au budget du ministère des finances, une somme égale à la différence entre l'intérêt en francs des prêts hypothécaires ou chirographaires qu'elles ont consentis, et les dépenses afférentes au versement à leurs déposants d'un intérêt égal à celui qu'attribuent les Caisses d'épargne avec garantie communale.

Ces avances cesseront et le remboursement des avances déjà versées sera effectué par les Caisses au Trésor, avec intérêts composés à 3 %, lorsque le cours du mark sera suffisant pour que les arrérages du portefeuille allemand, cumulés avec les intérêts des prêts hypothécaires et chirographaires, permettent d'assurer le service des intérêts définis au paragraphe précédent.

ARTICLE 9. — La Caisse d'Epargne des employés alsaciens de chemins de fer recevra, à la fin de chaque exercice, à titre d'avance imputable sur les crédits inscrits à cet effet, au budget du ministère des finances, une somme égale au montant multiplié par 1,25 des arrérages de son portefeuille allemand tel qu'il était composé à la date de constitution de la caisse.

Ces avances cesseront et le remboursement des avances déjà versées sera effectué par la Caisse au Trésor avec intérêts composés à 3 %, lorsque le cours du mark sera de 1 franc français.

ARTICLE 10. — En cas de nécessité dûment justifiée, des avances complémentaires pourront être consenties par le Trésor, aux Caisses d'épargne visées aux articles 7, 8 et 9 qui se trouveraient dans l'impossibilité de faire face avec leurs propres ressources à des demandes de retraits. Ces avances com-

plémentaires porteront également intérêts composés au taux de 3 o/o et leur remboursement sera effectué dans les mêmes conditions et en même temps que celui des avances qui leur auront été accordées en application des articles susvisés.

ARTICLE 11. — Les dispositions des articles 4, 7, 8, 9 et 10 de la présente loi sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1918. Il sera toutefois déduit sur la première avance une somme égale au montant des arrérages du portefeuille allemand recouvrables au taux de change prévu par l'article 72 du traité de Versailles.

ARTICLE 12. — Le ministre des Finances est autorisé à remettre aux caisses Raiffaisien d'Alsace et de Lorraine des obligations décennales portant intérêts à 5 o/o pour un montant égal à la différence entre la somme des francs recouverts par l'intermédiaire de l'office de compensation de Strasbourg sur la caisse centrale agricole pour l'Allemagne de Berlin et la Reichsbank, et le montant des francs qu'auraient produit les marks correspondant au taux de 1,25 pour un mark.

La valeur du capital de ces obligations sera imputée sur un crédit qui sera inscrit à cet effet au budget du ministère des finances.

ARTICLE 13. — En outre, les Caisses Raiffeisen qui possédaient, au 30 novembre 1918, un portefeuille de valeurs allemandes, pourront recevoir, à titre d'avance remboursable, dans les conditions prévues à l'article 14, une subvention annuelle correspondant à l'insuffisance reconnue de leurs ressources en francs pour faire face à ceux de leurs engagements à la même date du 30 novembre 1918 qui ont été convertis au taux de 1,25 pour un mark et jusqu'à extinction desdits engagements.

Les caisses intéressées devront adresser, à cet effet, une

demande motivée au commissaire général de la République à Strasbourg dans le délai d'un mois à dater de la promulgation de la présente loi.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget du ministère des finances.

ARTICLE 14. — Il sera versé à la fédération des syndicats agricoles d'Alsace et de Lorraine, par imputation sur les crédits inscrits à cet effet au budget du ministère des finances à titre d'avance remboursable, une annuité de deux cent cinquante-quatre mille francs (254.000 fr.) jusqu'au moment où la reprise du cours du mark permettra aux caisses de faire face à leurs charges et, en tout cas, lorsque le cours sera revenu au pair du franc français; les avances du Trésor seront remboursables avec intérêts composés à 3 o/o à la même date.

ARTICLE 15. — La gestion des marks provenant des arrérages du portefeuille allemand des caisses visées aux articles 7, 8, 9, et 14 de la présente loi sera assurée pour le compte des caisses qui en feront la demande par la Caisse des dépôts et consignations de Strasbourg, qui leur servira un intérêt de 3 o/o.

ARTICLE 16. — Le délai d'un mois prévu à l'article 12 de l'arrêté du président du conseil, ministre de la guerre, en date du 26 novembre 1918, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1920.

Une commission siégeant à Paris, présidée par un conseiller d'Etat, et dont la composition sera arrêtée par décret, sera chargée d'examiner les demandes qui ont été adressées au Commissariat Général de la République à Strasbourg, dans le délai ci-dessus fixé, et de statuer définitivement sur la suite qu'elles comportent.

Les dépenses à engager pour l'attribution aux particu-

liers, institutions ou sociétés de compensations prévues par l'article 12 précité de l'arrêté du 26 novembre 1918 ne pourront excéder la somme de 4 millions de francs (4.000.000 frs.) et seront imputables sur les crédits à ouvrir à cet effet au budget du ministère des Finances.

ARTICLE 17. — Seront admis à l'échange au taux de 1,25 pour un mark dans les conditions prévues par la loi du 23 avril 1919 portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes, et dans la limite de leur montant au 11 novembre 1918, les avoirs en marks constitués hors d'Alsace et de Lorraine, avant cette date, par les personnes suivantes :

1°) Les Alsaciens, les Lorrains ou les ressortissants des pays alliés ou neutres domiciliés en Alsace et en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, qui ont pris, pendant la guerre, du service dans l'armée française;

2°) Les Alsaciens, les Lorrains et les ressortissants des pays alliés ou neutres, domiciliés en Alsace et en Lorraine avant le 1^{er} août 1914, qui ont été déportés, évacués ou expulsés par les autorités allemandes.

Pour bénéficier des dispositions de cet article, les personnes susvisées devront fournir la preuve que les fonds constituant les avoirs à convertir au taux de 1,25 ont bien été transportés ou transférés hors d'Alsace et de Lorraine pendant la durée de la guerre, avant le 11 novembre 1918, et n'ont servi à aucune opération commerciale ou financière quelconque ou, utilisés dans un but spéculatif depuis leur sortie d'Alsace et de Lorraine.

La commission, prévue à l'article 16, statuera sur les demandes adressées au Commissaire Général de la République à Strasbourg en exécution du présent article.

Les sommes à inscrire pour l'application du présent arti-

cle au débit du compte spécial dont l'ouverture a été prescrite par la loi du 23 avril 1919, ne devront pas dépasser 10 millions de francs.

ARTICLE 18. — Seront imputées au débit du compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor, en exécution de la loi du 23 avril 1919, les sommes à verser, après recouvrement, par l'intermédiaire de l'office de compensation de Strasbourg des avoirs alsaciens et lorrains dans les succursales de banques allemandes fonctionnant précédemment dans les trois districts de Haute-Alsace, Basse-Alsace et Lorraine, aux titulaires alsaciens et lorrains de comptes de dépôts à vue ou à préavis figurant dans les écritures desdites banques au 30 novembre 1918 et représentant la différence entre le montant, à cette date, de ces dépôts calculés au taux de 1,25 pour un mark et le même montant calculé au taux brut de recouvrement fixé par l'article 72 du Traité de Versailles.

ARTICLE 19. — L'Administration des postes est autorisée à ouvrir d'office des comptes de chèques postaux au nom des personnes qui possédaient précédemment, dans les divers Postscheckämter de l'Empire allemand, des avoirs dont elles auront obtenu le remboursement par l'intermédiaire de l'office de vérification et de compensation de Strasbourg, et qui ne seraient pas encore titulaires d'un compte courant postal tenu par l'un quelconque des bureaux de chèques postaux existant sur l'ensemble du territoire. Le compte nouveau sera crédité du montant du recouvrement effectué sous déduction du droit de commission perçu par l'office. Dans le cas où les possesseurs d'avoirs susvisés seraient titulaires d'un compte courant postal tenu par l'un quelconque des bureaux de chèques postaux en France, ce compte serait cré-

dité d'office du montant net du recouvrement tel qu'il est défini ci-dessus.

ARTICLE 20. — Lorsque le titulaire du compte figurera parmi les personnes appelées à bénéficier des dispositions de l'arrêté du Président du Conseil, Ministre de la Guerre, en date du 26 novembre 1918, relatif au régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine, et que tout ou partie des recouvrements visés à l'article précédent proviendront d'un dépôt que le déclarant possédait au Postscheckamt de Carlsruhe, il sera, en outre, porté au crédit du compte une somme représentant la différence entre le montant de ce dépôt recouvré par l'office, multiplié par le taux brut de change fixé par l'article 72 du Traité de Versailles, et le même montant, multiplié par 1,25, sans que cette différence puisse être versée sur un montant supérieur à l'avoir que le titulaire possédait au Postscheckamt de Carlsruhe à la date du 30 novembre 1918.

ARTICLE 21. — La différence entre les sommés en francs définitivement portées au débit et au crédit du compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor en exécution de la loi du 23 avril 1919, sera couverte par un crédit qui sera inscrit à cet effet, au budget du Ministère des Finances.

CONVENTION ANNEXE

Entre les soussignés :

M. Alapetite, Commissaire général de la République à Strasbourg, agissant au nom de l'Etat,

d'une part,

Et MM. Gunzert, directeur, et Berneck, sous-directeur du Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine, agissant pour le compte de cet établissement,

d'autre part,

Ont été arrêtées les dispositions suivantes qui entreront en vigueur après ratification du Parlement.

ARTICLE PREMIER. — L'Etat français s'engage à verser au Crédit foncier d'Alsace et de Lorraine, à titre d'avance, semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à partir de 1919 jusqu'en 1963 inclusivement, une somme de 4.314.358 fr. 85 (quatre millions trois cent quatorze mille trois cent cinquante-huit francs quarante-vingt-cinq centimes) représentant l'annuité payable par semestre d'une somme de 165.865.046 fr. 66 (cent soixante-cinq millions huit cent soixante-cinq mille quarante-six francs soixante-six centimes) remboursables à 4,5 % en quarante-cinq années.

Le premier versement à effectuer par le Trésor comprendra les sommes échues depuis le 30 juin 1919.

ARTICLE 2. — Le Crédit foncier d'Alsace-Lorraine conservera sous sa responsabilité la libre gestion des marks provenant ou à provenir des remboursements de prêts hypothécaires ou communaux consentis par lui en Allemagne à la date du 1^{er} décembre 1918 et des intérêts desdits prêts. Mais il est tenu, quels que soient les résultats de cette gestion, de mettre à la disposition du Trésor, sur sa demande, des sommes en marks pour un total au plus égal à la contre-

valeur en marks calculés au taux de 1,25 pour un mark, du solde créditeur du compte prévu à l'article 5; il devra être satisfait aux demandes du Trésor dans le délai d'un mois si elles ne portent pas sur plus de 10 % des sommes inscrites au crédit du compte prévu à l'article 3, et dans un délai de trois mois si elles portent sur un montant supérieur.

ARTICLE 3. — Il sera ouvert dans les écritures du Crédit foncier un compte de trésorerie en marks. Au crédit de ce compte seront portés :

1° Les 132.692.037 m. 33 (cent trente-deux millions six cent quatre-vingt-douze mille trente-sept marks trente-trois pfennigs) représentant le montant des prêts hypothécaires et communaux consentis en Allemagne par le Crédit foncier à la date du 1^{er} décembre 1918;

2° A la fin de chaque année, les intérêts à 4,50 % du solde ressortant à ce compte au 31 décembre de l'année précédente.

Ce compte sera débité : 1° des sommes que le Trésor se fera remettre en exécution de l'article 2; 2° du montant des marks qui seraient réalisés en application de l'article 4.

ARTICLE 4. — Le Crédit foncier accepte de se charger, à la demande du Trésor, et conformément aux instructions de ce dernier, de la réalisation des marks qu'il doit tenir à la disposition du Trésor dans les conditions prévues par l'article 2.

Le Crédit foncier est autorisé à réaliser à tout moment, pour son compte, tout ou partie des marks formant le solde créditeur du compte prévu à l'article 3, à condition de verser

au Trésor une somme de francs à inscrire au débit du compte prévu à l'article 5 et égale au produit par 1,25 du montant des marks réalisés.

ARTICLE 5. — Il sera ouvert au Trésor dans les écritures du Crédit foncier un compte en francs portant intérêt à 4,50 %.

Ce compte sera crédité du montant des annuités versées par le Trésor.

Il sera débité :

1° Du montant de la part de bénéfices déterminée à l'article 8;

2° Du produit par 1,25 des marks qui seraient remis au Trésor en application de l'article 2 ou qui seraient réalisés, pour son compte, conformément à l'article 4, paragraphe premier de la présente convention;

3° Des versements en francs, à effectuer par le Crédit foncier à l'expiration de la présente convention pour solder le présent compte, ou effectués à telle époque antérieure qui lui conviendra en vue de se libérer par anticipation de sa dette envers le Trésor.

ARTICLE 6. — Les versements en francs prévus au paragraphe 3 de l'article 5, pour solder, à l'expiration de la présente convention en 1963, le compte francs ouvert au Trésor en exécution du même article, ne seront exigibles que si la réalisation du solde créditeur du compte marks prévu à l'article 3 produit une somme de francs suffisante pour solder ledit compte francs.

Si cette condition n'est pas réalisée, la participation du Trésor aux bénéfices du Crédit foncier continuera dans les

conditions prévues à l'article 8, après que la dernière semestrialité prévue à l'article premier aura été versée, et cela jusqu'à ce que le compte francs soit intégralement soldé.

ARTICLE 7. — A toute époque le Trésor peut se libérer des annuités restant à verser, par la remise au Crédit foncier d'une somme en francs égale au capital restant dû à ce moment d'après le tableau annexé à la présente convention.

ARTICLE 8. — Aussi longtemps que le compte en francs prévu à l'article 5 ne sera pas soldé, le Trésor participera aux bénéfices réalisés par le Crédit foncier d'Alsace et de Lorraine. Cette participation sera fixée à la fin de chaque exercice sur les bases ci-après déterminées :

Après prélèvement sur le solde bénéficiaire :

1° De 15 % pour les réserves;

2° D'un dividende de 5 % pour le capital actions;

3°. D'une somme de 100.000 francs au profit du fonds de pension des employés; 50 % du reliquat seront attribués au Trésor et 50 % au Crédit foncier.

Dans le cas où le solde bénéficiaire global serait supérieur à 1.500.000 francs, la part du Trésor prévue au paragraphe précédent sera augmentée de 1 % du montant de la première tranche de 100.000 francs, de 2 % du montant de la deuxième tranche de 100.000 francs et ainsi de suite jusqu'à ce que le solde bénéficiaire global atteigne 2 millions de francs.

Dans le cas où le solde serait supérieur à 2 millions de francs, la part du Trésor sera augmentée de 5 % du montant de la première tranche de 100.000 francs, de 10 % du montant de la deuxième tranche de 100.000 francs, et ainsi

de suite, la part du Trésor restant fixée à 75 % à partir du moment où le solde bénéficiaire global atteindrait 2 millions 400.000 francs.

ARTICLE 9. — Le montant des participations du Trésor lui sera versé dans les trois jours qui suivront l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur la répartition des bénéfices de l'exercice écoulé.

ARTICLE 10. — La présente convention est conclue sous réserve que les prêts hypothécaires consentis par le Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine, sur des immeubles sis en Alsace et en Lorraine, à des propriétaires ressortissants des pays qui ont été en guerre avec la France soient remboursables en francs au taux de 1,25 pour un mark.

Fait en double exemplaire, à Strasbourg, le 20 juillet 1920.

Signé : GÜNZERT, BERNECK.

Signé : ALAPETITE.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE I ^{er} . — La genèse de la réforme monétaire en Alsace et en Lorraine.....	9
L'arrêté du 26 novembre 1918....	9
1° L'échange matériel des monnaies.....	13
2° La valorisation des dépôts en banque à vue et à préavis	19
3° La transformation des contrats.....	24
4° La valeur légale de l'arrêté du 26 novem- bre 1918	27
CHAPITRE II. — La valorisation des dépôts en banque. La réglementation de la question.....	31
CHAPITRE III. — Les répercussions du Traité de Versailles sur le régime monétaire de l'Alsace et de la Lorraine.	k
A. — Le Traité de Paix et la situation spéciale des banques	51
B. — Le Traité de Paix et son influence géné- rale sur la réforme monétaire.....	55
CHAPITRE IV. — Le règlement de la question moné- taire en Alsace et en Lorraine : la loi du 22 juin 1922.....	64

1° Etudes des mesures essentielles prises par la nouvelle loi relativement aux banques et institutions de crédit.....	68
2° Mesures concernant les diverses institutions sociales (Caisse des Dépôts et Consigna- tions d'Alsace et de Lorraine, Crédit fon- cier et communal d'Alsace et de Lorraine, Caisses d'épargne, Caisses Raiffeisen, Fé- dération des Syndicats agricoles).....	77
3° Mesures diverses concernant les particuliers et cas spéciaux.....	96
4° Mesures d'exécution	102
CHAPITRE V. — Quelques aspects économiques de la réforme monétaire.....	103
La valorisation du capital et des réserves des banques	103
Le remboursement des créances hypothécaires.	115
CONCLUSION	124
ANNEXES	136

